DUPLICATE
HOOVER LIBRARY

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

HOOVER LIBRARY

QUATRIÈME INTERNATIONALE

Une photographie de Léon Trotsky au moment de son débarquement au Mexique (19 janvier 1937).

2

2 francs

FÉVRIER 1937

Sur le procès de Novosibirsk. - Trotsky sur le "Bonapartisme" russe - Documents du P. O. I. - Reprise économique en France ?

QUATRIÈME INTERNATIONALE

REVUE THEORIQUE MENSUELLE DU PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE (BOLCHEVIK-LENINISTE), SECTION FRANÇAISE DE LA IVe INTERNATIONALE

Abonnements. — France ..... 1 an .... 20 frs; 6 mois .... 10 frs.
Etranger ..... 1 an .... 30 frs; 6 mois .... 15 frs.
Compte chèque postal : Naville - 1333-80 - Paris. — 15, Passage Dubail, Paris 10e.

NUMÉRO 2. FÉVRIER 1937

SOMMAIRE :

Y a-t-il une reprise économique en France? (*Moulin*). — Le Procès de Novosibirsk, préparation d'un procès plus important (*S.*) — Les avocats des assassins : I. MM. Brandler et Thalheimer au travail (*Naville*). — La vie et la mort de Paul Lafargue (*documents*). — Bonapartisme bourgeois et bonapartisme soviétique (*L. Trotsky*). — Qu'est-ce que l'objectivité historique ? (*L. Trotsky*). — Sur la question juive (*L. Trotsky*). — Documents du P.O.I. : Résolution sur le nouveau parti. — Charte politique. — Statuts.

Y a-t-il une reprise économique en France ?

Il paraît que le capitalisme français se trouve à nouveau dans une période d'essor. Le premier fonds de la crise ayant été atteint en 1932, le deuxième en 1935, aurait été également dépassé. Le capitalisme français suit-il ses rivaux anglais, allemands, etc... dans la « liquidation » de la crise ? Mais les caractéristiques de la reprise actuelle sont de telle nature que leur analyse conduit plutôt à cette conclusion: loin de ramener la production à son niveau de 1929, la réanimation économique n'est que le début d'une crise encore plus profonde — dont elle crée les premisses — et peut-être de l'effondrement définitif. Dans les notes qui suivent, nous examinons les caractéristiques essentielles de cette conjoncture relative, provisoire, partielle et contradictoire de l'économie française.

I. — La reprise s'est produtie sur la base de la *dévaluation* du franc. Dès qu'il avait pris le pouvoir, le gouvernement Blum préparait activement cette mesure, bien que le Front Populaire ait remporté sa victoire justement, entre autres, sous le mot d'ordre de la « défense du franc ». La dévaluation représente le dénominateur général au-dessus duquel les diverses fractions de la bourgeoisie française se sont rencontrées entre elles, avec les « représentants » du prolétariat, et avec les Etats alliés. Le front unique politique se trouve ainsi renforcé par l'union sacrée économique.

Cependant, la dévaluation n'abolit que passagèrement le sujet fondamental des querelles de la bourgeoisie française, et ceci seulement au dépens, d'un côté, des pays non ralliés à la dévalution (dumping), de l'autre, des masses travailleuses (baisse du salaire réel), ainsi que de la couche des rentiers et pensionnaires : voilà la façon dont le Front Populaire réactionnaire crée le front unique du prolétariat et de la petite bourgeoisie !

La dévaluation augmente le poids relatif de l'Etat dans l'économie ; celui-ci en profite au dépens de ses créanciers. Mais elle sert en même temps au capital bancaire (qui en France plus qu'ailleurs possède un caractère de capital financier, c'est-à-dire identifie les intérêts des créanciers et des débiteurs) par les nouvelles possibilités d'investissement, la conversion des dettes, ainsi que par l'exportation facilitée de capital.

Tandis que la dévaluation a conduit au *doublement du déficit du commerce extérieur*, grâce à l'augmentation des charges de l'importation (matières premières, auxquelles s'ajoute, il est vrai, la mauvaise moisson), les exportations elles-mêmes augmentèrent de 9 % quant au poids, et de 47 % quant à la valeur (période entre septembre et novembre 1936, comparée à la même période de l'année précédente). La réserve-or fut ramenée au niveau du printemps (60 milliards en décembre 1936, contre 83 mil-

liards en mars 1935), mais les besoins de la circulation monétaire, cependant, ne furent, du moins pour le moment, guère augmentés (86.600 millions le 11-12-36, contre 84 milliards le 1-5-36).

L'expansion de la circulation et l'inflation n'ont pu être empêchées que par une politique draconienne de crédit (avant tout aux dépens de la petite et moyenne industrie), dont le maintien met en question un essor d'envergure.

L'effet de la dévaluation sur les prix s'est répercuté seulement d'une façon incomplète sur la sphère des consommateurs, étant donné qu'elle diminuait en même temps le profit de l'industrie de transformation (surtout petite et moyenne) et celui des intermédiaires qui, en France, sont hypertrophiques, même pour des conditions capitalistes. Mais la hausse du coût de la vie a compensé toutefois maintenant déjà la hausse des salaires depuis le mois de juin, et le petit producteur comme le petit commerçant furent pris dans la tenaille de la pression étatique sur les prix de détail et de l'augmentation des prix d'achat.

Les relèvements de salaires nécessaires, qui ne furent point « anticipés » en juin, comme la bourgeoisie le prétend, doivent conduire à des nouvelles et puissantes grèves, étant donné que les industriels refusent toute adaptation volontaire des salaires, et que la classe ouvrière n'est pas disposée à faire les frais de la dévaluation. L'opposition contre la direction de la C.G.T. croît. Ainsi, la dévaluation n'a fait que créer une nouvelle base pour des conflits de classe plus étendus.

En liaison avec la dévaluation, le capitalisme français a renforcé ses *tendances à l'autarchie*. La dévaluation de 37 % ne fut accompagnée que d'un rabais des douanes, des licences, etc., de 20 %, de sorte que la production française est plus protégée qu'avant et que l'industrie a pu augmenter ses profits par rapport au niveau antérieur, malgré la hausse des salaires et la législation sociale en général. C'est donc pur cynisme lorsque la Société des Nations, dans sa séance du 26-9, en liaison avec la convention de dévaluation, « *recommande instamment à tous les Etats de réduire les obstacles excessifs au commerce international* ».

La dévaluation a accentué la hausse des prix commencée il y a une année, et avec elle le déséquilibre existant entre l'économie mondiale et l'économie française depuis l'après-guerre (stabilisation du franc).

II. — La seconde racine de la conjoncture est l'entrée dans la *préparation directe de la guerre*. La production de la fonte a augmenté de 19 %, celle de l'acier de 26 %, celle des automobiles de 32 %, tandis que l'ensemble de la production industrielle n'a augmenté que de 7 % (septembre-novembre 1936, par rapport à la même période de 1935). L'indice de l'industrie des moyens de consommation est en octobre 1936 : 100,2 contre un indice de l'industrie lourde de 112,1 (100, octobre 1935). Cela signifie que la reprise ne repose pas sur une augmentation du pouvoir d'achat des masses, mais en partie sur des commandes augmentées de matériel de guerre par l'Etat.

Du « programme grandiose de création de travail » prêché par le Front Populaire avant sa prise du pouvoir, seul le programme de guerre a été sérieusement mis à exécution. Les dépenses de guerre représentent plus de 60 % du budget total de l'Etat français. En effet, la préparation à la guerre joue, dans les Etats « démocratiques », un rôle aussi important pour la reprise économique que dans les Etats fascistes. Ici, celle-ci n'est pas moins « artificielle », malgré ce qu'en disent les laquais de la bourgeoisie. La bourgeoisie elle-même reconnaît ici encore la vraie situation plus clairement que ses laquais : ainsi la revue trimestrielle *L'Activité Economique* écrit dans son troisième cahier de 1936 : « *Il apparaît assez clairement que la mécanisation de la guerre joue le rôle qu'à d'autres époques de l'histoire moderne la mécanisation des transports ou des moyens de production, ou encore l'avènement de l'industrie électrique, ont joué dans le processus de résolution des grandes crises économiques* » (1).

Le caractère de décadence de la reprise actuelle s'exprime en effet avant tout en ce qu'elle n'est pas conditionnée par une extension de l'industrie des moyens de production, mais de destruction.

III. — La liquidation de la crise n'a pas diminué le *chômage* effectif. Si le F. P., à la fin de l'année 1936, enregistre 10 % de chômeurs en moins (408.300 contre 439.700 fin 1935), la diminution est due en grande partie à la prolongation du service militaire, ainsi qu'à la continuation des refoulements. La rationalisation pendant la crise a augmenté davantage la productivité du travail que la réduction de la semaine de travail ne peut compenser. Les sommets syndicaux ont du reste lancé à plusieurs occasions le mot d'ordre d'augmentation de l'intensité du travail dans la mesure du raccourcissement du temps de travail.

IV. — Abstraction faite du renforcement des barrières douanières par la dévaluation, la conjoncture relative ne fut rendue possible que grâce à un étranglement général des importations. En 1935, l'importation de viande ne fut que de 46 millions de francs contre 850 en 1931, celle des pommes de terre de 8 millions (296), celle des produits maraîchers de 40 millions (283), etc... D'autre part, la tendance vers l'*autarchie* impériale a pris pied en France,

(1) *L'Activité Economique* met ainsi en lumière l'importance de la production de guerre dans la reprise purement conjoncturelle actuelle. Mais elle se trompe complètement en la comparant à l'extension des transports ou de l'industrie électrique dans les décades d'avant-guerre.

Ces industries représentaient un champ d'accumulation de capital en liaison avec une augmentation générale de la consommation. Les capitaux investis étaient rémunérés dans des proportions énormes et servaient ainsi de base à un élargissement nouveau de la production. L'usage des chemins de fer et de l'électricité entra dans l'habitude des masses.

Mais la fabrication de sous-marins, de canons, d'avions de bombardement, de gaz de combat engloutit des sommes énormes sans rien restituer à la sphère de la circulation et de la consommation. (N.D.L.R.)

bien qu'ici naturellement il soit impossible de la réaliser, ne serait-ce qu'à moitié.

L'Algérie est devenu le meilleur client et le premier fournisseur de la France. La part des colonies françaises dans l'écoulement de l'industrie textile était en 1935 de 28,6 % contre 18 % en 1930, et 14 % en 1913 ; tandis que la part de l'étanger proprement dite, est tombée entre 1930 et 1935 de 10,5 % à 1,5 %. La part des colonies dans l'importation des vivres est montée de 57 % en novembre 1933 à 70,2 % en novembre 1936, dans celle des matières premières de 6,6 % à 10,2 %.

L'importance de colonies pour la stabilité relative du capitalisme français est considérable. La lutte impérialiste pour leur domination est conditionnée en effet en première ligne économiquement. A côté de sa politique d'oppression impérialiste, le gouvernement de Front Populaire poursuit dans les colonies une politique protectioniste, dirigée aussi bien contre les concurrents anglais (Afrique Occidentale), japonais (Extrême-Orient), etc., que contre le niveau de vie des indigènes. L'étroitesse des marchés disponibles montre cependant l'impossibilité de compenser les marchés perdus en Europe.

V. — La « liquidation » de la *crise agraire* fut obtenue avant tout grâce à la moisson extrêmement mauvaise, en seconde ligne seulement par l'Office du blé qui, tout en fixant un prix d'achat par l'Etat relativement élevé, n'en déboursait aux paysans que la moitié. L'Office du blé bénéficie, en outre, presque uniquement aux paysans grands et moyens qui produisent pour le marché, tandis que les produits de consommation immédiate du petit paysan ne furent pas revalorisés par l'Etat.

Tandis que le cours du blé a sauté de 77 (1-1-36) à 143 (15-12-36), le prix du bœuf ne montait que de 5 à 7,75, celui du gruyère de 1.000 à 1.235, celui du beurre est même tombé. Ce qui est plus important, c'est que les revendications principales des petits paysans, comme la révision des baux et le moratoire des dettes, ne furent accordés qu'incomplètement, tandis que le prolétariat agricole, trahi par la bureaucratie syndicale, n'a participé au fond à aucune des réformes sociales de la législation du Front Populaire (sauf par des contrats collectifs qui maintiennent encore des conditions barbares, et que les patrons sabotent).

La fermeture provisoire des ciseaux entre les prix agricoles et industriels a été atteinte au dépens des masses travailleuses de la ville et de la campagne. Le niveau des prix agricoles rend, d'autre part, « *illusoire ou difficile l'adaptation nécessaire des prix de revient de l'industrie* » (l. c., p. 110).

VI. — Le gouvernement de Front Populaire n'a mené à bout *aucune réforme* de structure du capitalisme français, et on ne pouvait pas s'attendre à autre chose. Loin de toucher au pouvoir des « 200 familles », il l'a élargi considérablement. Les accords Matignon, qui enrayèrent le mouvement de Juin, furent une entente avec la grande industrie aux dépens de la petite et moyenne, qui peuvent difficilement compenser la hausse des salaires par une élévation des prix.

La C.G.T. qu'on n'accusera certainement pas d'exagération parle de la situation de la façon suivante : « *Nous dénonçons le relèvement scandaleux des prix des matières premières et des matériaux, le refus de livrer, de prendre des engagements fermes de livrer, qui créent l'insécurité des industries de transformation, provoquent une contraction monétaire et déterminent la vie chère* » (Lettre ouverte de la C.G.T. à Léon Blum, *Populaire* du 1-11-36). Par sa politique de crédit inflationniste, le gouvernement de Front Populaire a grossi le déficit budgétaire de plusieurs milliards, tandis que la dévaluation est loin d'être capable de le ramener à des dimensions acceptables. Les rentrées croissantes d'impôts ne peuvent pas compenser les dépenses d'armements croissant plus rapidement.

Le capitalisme d'Etat (l'Etat client, juge du commerce extérieur, monopolisateur du blé, arbitre des conditions et rapports de travail, régulateur du crédit, etc.) a fait, sous le gouvernement du Front Populaire des progrès immenses.

L'opposition entre la société et l'Etat a augmenté dans la même mesure. Le rôle grandissant de l'Etat dans l'économie générale et l'approche de la guerre (les deux facteurs sont en liaison étroite) et l'impossibilité de balancer le budget de l'Etat dans le cadre d'une politique financière non ouvertement inflationiste, deviennent en même temps le signe de l'impossibilité de la stabilisation du capitalisme français en général.

D'autre part, la « nationalisation » de la Banque de France fut surtout la préparation légale de la dévaluation, sa soi-disante démocratisation, c'est-à-dire le remplacement des droits des 200 familles (les plus gros actionnaires) par l'assemblée générale de tous les actionnaires (quelques dix mille) doit être compris, selon le *Temps*, d'une manière « purement symbolique ». La nationalisation de l'industrie de l'aviation a eu pour prix des dédommagements exagérés. En ce qui concerne la nationalisation des autres industries-clé et industrie de guerre, l'Etat a jusqu'ici répondu aux revendications ouvrières par un haussement d'épaules, sinon par la matraque.

Le développement du capitalisme monopolisateur se produit à une allure plus rapide que le capitalisme d'Etat. La fusion par branches des patrons (trusts, cartels, ententes industrielles) a fait de grands progrès au cours de la période de dépression. L'organisation en monopoles dans le commerce des produits agricoles s'est accentué. Le développement du système des licences d'importation à la place des contingents a encouragé les tendances monopolisatrices. L'opposition entre le secteur « abrité » (monopolisé) et le secteur non-protégé (soumis à toute la concurrence) de l'économie française, qui, au cours des dernières années, avait déjà pris de grand s proportions,

s'est approfondi ; le premier s'est élargi aux dépens du dernier d'une manière relative et absolue. Le contraste entre les conditions sociales de production et les conditions de propriété privée ainsi que les frontières nationales a atteint son point culminant.

VIII. — Le capitalisme français semble non seulement au point de vue économique, mais aussi au point de vue politique avoir franchi la crise. Le rôle du Parti communiste comme agent réactionnaire de l'impérialisme, à côté du Parti socialiste ,s'est montré dans toutes ses conséquences dans les rangs du prolétariat. Les deux dernières crises du Front Populaire, cet instrument politique momentané de l'impérialisme français, celle du mois d'octobre (Congrès radical), et celle du début de décembre (abstention sur la politique extérieure) ont été surmontées, et dans le vote unanime sur la question des volontaires pour l'Espagne, « l'ensemble de la nation » s'est unie, ce qui constitue une trahison ouverte de la Révolution prolétarienne.

Il semble que l'union sacrée définitive se réalisera encore plus aisément qu'en 1914. Mais de même que l'impérialisme français, plus que tout autre, doit sa survivance à la guerre (d'hier et d'aujourd'hui), de même il est plus que tout autre vulnérable par la guerre (colonies dispersées, alliés incertains, industries dans l'Est de la France, maturité objective et subjective de la révolution prolétarienne). « Ne chantons pas trop tôt victoire », déclare la presse radicale (*Dépêche de Toulouse* du 10 janvier).

Un seul Congrès bolchevik-léniniste coûte à la presse de droite et de gauche, ainsi qu'à leurs alliés berlinois des articles leaders et des opérations de police. Même la guerre, qui ne doit pas forcément éclater maintenant, ne pourra pas sceller la pierre tombale que le mouvement prolétarien a repoussé depuis le 12 février 1934. Les énergies du prolétariat français, artificiellement étouffées par les partis de la II[e] et de la III[e] Internationales sauront balayer l'édifice sans fondement du capitalisme français.

MOULIN.

AU LECTEUR

Les tâches urgentes du Parti n'ont malheureusement pas laissé à notre rédaction le temps de préparer en temps voulu les numéros mensuels de « Quatrième Internationale ». Notre Comité Central a considéré que cet état de choses était néfaste et a pris les mesures pour que dorénavant les numéros paraissent régulièrement.

La composition de ce numéro se ressent de ce retard. Des articles déjà composés ont dû être publiés de suite ; d'autres sont restés au marbre, mais passeront le mois prochain. Ce sont des articles qui concernent l'Espagne, la situation en France, etc., et le procès de Moscou. Que tous nos amis élargissent la diffusion de la revue. Le premier numéro est presque épuisé, et nous devons rapidement atteindre le chiffre de 5.000, ce qui peut être fait en quelques mois.

Le procès de Novosibirsk

préparation d'un procès plus important

Le procès de Moscou contre Zinoviev-Kamenev-Smirnov fut considéré par une certaine partie de l'opinion publique en Occident, sympathisant avec l'U.R.S.S., comme un malentendu, comme une erreur, comme un malheur, qui ne pouvait que compromettre l'U.R.S.S. et qui, espérait-on, ne se répéterait plus. En réalité, ces espoirs n'étaient pas du tout fondés. Au contraire, non seulement l'orientation générale de la politique intérieure de Staline, mais encore les articles de la presse soviétique ne laissent aucun doute là-dessus.

La réaction provoqué en Occident par le procès stalinien, se révélant insuffisante pour empêcher de nouveaux massacres, s'est manifestée précisément par son insuffisance comme un stimulant supplémentaire pour un nouveau procès. Staline espère dissiper la méfiance ou l'inquiétude causée par le procès contre Zinoviev-Kamenev, à l'aide d'un amalgame judiciaire plus adroitement préparé. Les motifs inhérant à la situation intérieure de l'U.R.S.S., qui constituent l'axe des procès staliniens contre le bolchévisme, poussent inéluctablement la couche dirigeante soviétique à de nouveaux massacres judiciaires de la vieille garde de Lénine.

Le procès antitrotskiste de Novosibirsk (19-22 novembre 1936) s'est révélé comme un nouveau chaînon dans la série des mises en scène judiciaires de Staline. Son importance en soi est minime; son but principal est de fournir des données à la veille du procès plus important contre Piatakov-Sokolnikov-Radek et probablement aussi contre Ouglanov et nombre d'autres.

LE SABOTAGE, L'ASSASSINAT DES OUVRIERS ET LA RESTAURATION DU CAPITALISME

Au procès de Novosibirsk, 9 accusés — tous dirigeants de l'économie et ingénieurs des mines de Kemerovo (Kousbass) —, et parmi eux un Allemand (Stickling), ont reconnu avoir participé au sabotage et avoir préparé des massacres massifs d'ouvriers, bien entendu en application des directives du centre trotskiste. Dans ce but, ils décidèrent et soi-disant provoquèrent « au jour fixé à l'avance » (le 23 septembre 1936) une explosion dans le Puits Central, causant ainsi la mort de dix ouvriers (14 ouvriers furent grièvement blessés). Et neuf mois auparavant, deux ouvriers avaient été empoisonnés par les accusés.

Des explosions dans les puits de houille se produisent dans divers pays. Elles sont dues à l'inobservance des règlements concernant la sécurité et, en particulier, à l'absence ou à la

défectuosité de ventilation. Une explosion préméditée dans le dessein de tuer des ouvriers eût été un événement sans précédent. Mais l'acte d'accusation ne prouve nullement que cette explosion puisse être attribuée à la malveillance. Les ouvriers, cités comme témoins (1) tracent un tableau désolant du travail dans les puits. Dans la course à l'augmentation du rendement du travail, on néglige les règles élémentaires de sécurité ; l'administration montre une indifférence complète envers les revendications des ouvriers. Les ouvriers racontent que « la ventilation fonctionne mal, ça pue toujours », qu'après leur réclamation, on les tranquillise, en leur déclarant, « que le pourcentage des gaz dans le puits est normal », que l'administration appelle ceux qui s'obstinent à réclamer « des fainéants », et qu'elle les accuse de saboter l'extraction de la houille. Devant le tribunal, on apprit que les stakhanovistes travaillent en partie debout dans l'eau, qu'on ne dépense pour la technique de la sécurité que 24 % des crédits affectés, etc... En un mot, un tableau caractéristique de l'industrie en U.R.S.S.

Une telle indifférence envers les besoins des ouvriers — due à la course inexorable à l'augmentation de l'extraction — est donc imputable aux accusés de Kemerovo, comme à tous les autres dirigeants soviétiques, mais rien de plus. Ce sont là les méthodes économiques staliniennes. Est-ce par mauvaise intention qu'un quart seulement des sommes affectées aux dispositifs de sécurité fut employé ? Il n'y a pas au procès de données qui appuient ces accusations. On sait pourtant, que succombant sous le poids des plans manifestement exagérés, cédant à la pression d'en haut, les dirigeants de l'économie, à tort ou à raison, rognent tous les crédits, surtout s'ils sont affectés à l'amélioration des conditions de travail des ouvriers. Lorsque le dirigeant économique n'exerce pas une pression suffisante sur l'ouvrier, il s'expose lui-même à la pression d'en haut. Il est certain qu'Ordjonikidzé, qui, lui, exerce la pression la plus décisive dans ce sens, ne sera pas traduit au banc des accusés !

Peut-être le Puits Central se trouvait-il dans une situation particulièrement défavorable ou était-il très mal dirigé ? Au contraire, à plusieurs reprises, les journaux soviétiques ont publié des informations concernant les succès obtenus dans ces puits et ces mines. En 1933 encore (cf. *Pravda* du 5 juin), une résolution, signée par Pechekhonov, Andreev et autres, aujourd'hui fusillés, au nom des ingénieurs et techniciens de l'administration des mines de Kemerovo, fut adressée aux ingénieurs et techniciens du Donbass et du Kousbass, dans le but d'augmenter le rendement du travail. Il y était fait allusion aux succès obtenus à Kemerovo, la seule mine, où les plans fussent dépassés à la fois pour la quantité de houille extraite et pour l'augmentation du rendement. Les journaux soviétiques donnèrent à plusieurs reprises des informations sur les succès du mouvement stakhanoviste au Puits Central, même peu de temps encore avant l'explosion. Le jour même de l'explosion, le télégramme suivant fut envoyé de Novosibirsk au journal « *Za indoustrializatsiou* :

« 23. 9. 1936. *L'ouvrier Viléjaguine a abattu au Puits Central de la mine de Kemerovo* 108 *tonnes de houille en* 4 *heures et demie de travail et a établi* 4 *boisages. Le camarade Viléjaguine a exécuté les objectifs de l'équipe à* 752 % *et a gagné* 229 *roubles.* »

Bien entendu, les journaux ne soufflaient mot de l'explosion qui s'était produite le même jour, ni de la mort de 10 ouvriers, qui ne furent révélées que par l'acte d'accusation.

En décrivant en détail les pénibles conditions de travail dans le puits, aucun des ouvriers-témoins n'indiqua que cette situation était due à des actes préméditées, que l'explosion aurait été produite intentionnellement; pas un d'entre eux ne fit la moindre allusion au sabotage ou au trotskisme. Les témoignages des ouvriers, par une juste description des conditions de la production, ne corroborent nullement l'accusation de sabotage, formulée par le procureur.

Il y avait au procès deux experts. Le premier (Gorbatchev) mena l'enquête sur l'empoisonnement de 2 ouvriers (27 décembre 1935). Voilà sa conclusion : « *les causes de la catastrophe sont dues à la mauvaise direction des travaux de la mine* ». L'expert lui non plus, nous le voyons, n'attribue pas à la malveillance l'empoisonnement des 2 ouvriers. Le second expert (Grindler), qui enquêta sur l'explosion, dans laquelle dix ouvriers trouvèrent la mort, n'appuie à son tour que bien faiblement la thèse de l'accusation, bien qu'à plusieurs reprises le procureur lui ait suggéré le sens de sa déposition : « L'empoisonnement des ouvriers par le gaz était-il dû, à votre avis, à la négligence et à la malveillance ? » demande le procureur. L'expert répond d'une manière évasive : « *Je dois conclure des matériaux mis à ma disposition que les travaux au Puits Central sont menés d'une manière criminelle* ». Le mot « criminel », dans le contexte donné, ne peut être pris à la lettre (1). N'oublions pas la pression à laquelle les experts sont soumis de la part du gouvernement !

En résumé, on doit dire qu'on n'apporte au procès aucun fait confirmant tant soit peu la thèse de l'accusation, suivant laquelle l'explosion était due à la malveillance, et en général confirmant le sabotage imputé aux accusés. Le procureur Roguinski, à l'instar de son chef Vychinski, ne se donne pas du tout la peine de *prouver*. Il demande aux accusés des aveux et, bien entendu, il les obtient. Les dialogues

(1) Au procès de Novosibirsk fut introduite une innovation décorative due d'ailleurs aux répercussions causées par le procès des 16 : des témoins, des experts et même des avocats firent leur apparition.

(1) Si l'explosion était due à la malveillance, l'expertise aurait dû établir de quelle manière l'explosion avait été provoquée, par quels moyens et en quel lieu les instruments du crime ou tout autre procédé permettant aux accusés de provoquer une explosion, avaient été découverts, etc...

entre les accusés et lui paraissent être des copies du procès de Moscou :

Le procureur: « Vous avez comploté l'assassinat en masse des ouvriers, naturellement d'une manière consciente et réfléchie, conséquence logique de votre idéologie trotskiste contre-révolutionnaire, conséquence de votre haine contre le pouvoir sciétique ? »

L'accusé Noskov: « Oui. »

Le procureur: « L'empoisonnement (des 2 ouvriers)... était volontaire ? »

L'accusé Choubine: « Oui ».

« Les accusés Léonenko, Andreev, Noskov, Pechekhonov reconnaissent l'exactitude de la déclaration de Choubine, d'après laquelle ils avaient tous préparé volontairement l'assassinat en masse des ouvriers. »

Si l'on peut admettre qu'il subsiste en U.R.S.S. des terroristes isolés parmi les jeunes communistes désespérés, du genre des meurtriers de Kirov, il est complètement invraisemblable de se représenter des terroristes organisés ayant pour objectif l'asssassinat en masse (de milliers, de centaines de milliers, de millions) d'ouvriers. En admettant même que ce soient des ennemis jurés du pouvoir soviétique, des monstres ayant perdu tout visage humain, ils devraient pourtant agir avec un certain *bon sens.*

Pourquoi les accusés voulaient-ils abattre des ouvriers ? Et en quoi cet assassinat de 12 ouvriers dans la Sibérie lointaine servait-il le chef de toute l'industrie lourde de l'U.R.S.S., le « saboteur » Piatakov? Ou bien avons-nous à faire à des maniaques dangereux, du genre du Hongrois Matouchka, agissant sous l'impulsion de l'idée fixe de faire rouler un train sur une pente ? Non, sur le banc des accusés, il y a des gens moralement brisés et abattus, mais non des hommes atteints de maladies mentales. L'absurdité monstrueuse de l'accusation saute aux yeux. Il est inutile de parler de son aspect moral. Ou bien la rupture entre les dirigeants et les masses est-elle si profonde, que les « attentats » contre les chefs n'indignent plus personne, et qu'il faille recourir à l'assassinat des ouvriers ?

Les accusés reconnurent encore que les explosions et les assassinats en masse des ouvriers constituaient la « tactique » des trotskistes ; qu'ils avaient agi suivant les instructions du « centre trotskiste » (avec à sa tête : Piatakov), dont la principale méthode de travail était le sabotage. (1)

On sait qu'au procès Zinoviev-Kamenev pas une seule allusion au sabotage ne fut faite. Evidemment, dans la hâte avec laquelle il fallut monter ce procès, on avait simplement oublié le sabotage. Cette lacune a été maintenant comblée par Staline au procès de Novosibirsk. Cette rectification était d'autant plus nécessaire que Staline veut faire du sabotage l'axe central de l'accusation au prochain procès contre Piatakov-Sokolnikov-Radek. C'est pourquoi le procès de Novosibirsk doit fournir la base à cette nouvelle invention.

Cette nouveauté ne marque en effet que le retour à quelque chose de bien ancien : aux procès contre le sabotage qui, en leur temps, furent à la mode en U.R.S.S., avec cette seule différence, qu'autrefois ne figuraient en qualité de saboteurs que des ingénieurs et des spécialistes, alors que maintenant ce sont les anciens bolcheviks, les dirigeants du parti, du gouvernement, de l'économie jusqu'à ces derniers temps.

Mais pourquoi ou à quoi bon Zinoviev, Kamenev, Piatakov, Sokolnikov etc... seraient-ils devenus des saboteurs ? On avait cependant considéré comme fermement établi par le procès contre Zinoviev que « *le seul motif des crimes des accusés était la soif insatiable du pouvoir personnel* ». Et brusquement, après le procès, après l'exécution des accusés, nous apprenons par les articles des journaux, parmi lesquels ceux aussi des auteurs officiels, comme le procureur Vychinski — que les accusés auraient dissimulé le but réel de leur activité. Ce n'était donc pas la soif du pouvoir, mais c'était le dessein de restaurer le capitalisme en U.R.S.S. qui les poussait sur le chemin du crime. Ainsi, sans aucune nouvelle donnée, mais simplement par ordre d'en haut, la thèse de l'accusation sur ce point pourtant si important, est radicalement modifiée Le procès de Novosibirsk estampille, si l'on peut dire, juridiquement cette nouvelle interprétation : la restauration du capitalisme et même l'instauration du fascisme en U.R.S.S. sont — d'après les comptes rendus d'audience — les buts des trotskistes, et l'un des moyens pour atteindre ce but est le sabotage.

Mais on se demande à quoi bon, des gens comme Zinoviev, Piatakov, Radek ont besoin de la restauration du capitalisme, de l'instauration du fascisme ? Est-ce que les disciples les plus proches de Lénine sont devenus eux-mêmes des fascistes vingt ans après la révolution, après d'incontestables succès économiques d'une telle importance ? Ou bien aspiraient-ils à des profits personnels dont ils ne pourraient jouir que sous la domination du capitalisme ou du fascisme ? Or, la restauration capitaliste en U.R.S.S. ne serait possible qu'à la suite d'une guerre civile cruelle et après l'extermination de tous les cadres communistes, c'est-à-dire en premier lieu de Zinoviev, Piatakov, Radek, etc. Evidemment, Zinoviev, Piatakov, Radek étaient naïfs au point d'ignorer cela et de se préparer une mort certaine : la fusillade par Staline en cas d'échec, la fusillade par les fascistes en cas de succès. Quelle accumulation d'inepties, quelles platitudes sans talent!

LE TRIPLE AMALGAME : « LES TROTSKISTES », LES SABOTEURS, LA GESTAPO

Parmi les accusés sibériens, il n'y a aucun trotskiste, aucun ancien trotskiste. On ignore s'il existait des divergences quelconques entre les accusés et la bureaucratie dirigeante. Les accusés n'ont exprimé et n'ont défendu aucune conception, on n'a trouvé chez eux aucun document à caractère politique. Non seulement le trotskisme, mais en général toute question politique leur paraissait étrangère.

Ce n'est qu'à propos des 2 accusés, *Noskov* et *Choubine*, qu'on fit quelques tentatives pour démontrer leurs liaisons avec l'opposition. L'accusé Choubine a — paraît-il — participé à deux assemblées « illégales » convoquées par Trotski et Smilga en 1927, c'est-à-dire avant que l'opposition ne fût encore exclue du parti. C'est à cela que se borne son activité oppositionnelle. Il faut rappeler qu'à la fin de l'année 1927, l'opposition de gauche organisa des grandes assemblées, où les ouvriers oppositionnels invitaient des camarades d'usine, des membres du parti et des sans-parti. Ce n'étaient pas du tout des assemblées illégales, elles réunissaient parfois plusieurs centaines de participants. Souvent, des représentants des commissions de contrôle y apparaissaient et en exigeaient la dissolution, s'efforçant de disperser les participants, mais toujours en vain.

C'étaient Trotski, Zinoviev, Kamenev, Smilga, Radek et autres qui parlaient à ces assemblées, appelées par plaisanterie « smytchka » (liaison) entre les chefs et les masses. Il est bien possible que l'accusé Choubine ait participé en qualité de simple auditeur à une telle assemblée, mêlé à des dizaines de milliers d'ouvriers du parti et sans parti. Mais si Choubine avait été oppositionnel, son activité n'aurait pu se limiter à la participation à deux assemblées de masse en 1927. Et justement le fait que Choubine n'ait participé qu'à de telles assemblées (rien qu'à deux), démontre que Choubine n'appartenait pas à l'opposition de gauche.

L'histoire du « trotskisme » d'un autre des principaux accusés, celle de Noskov, est encore plus curieuse. Il paraît qu'il était « hostile à la ligne du parti en 1929-30, tout en dissimulant ses divergences ». C'est tout ce que nous apprenons sur la personnalité politique de Noskov. Il n'est pas difficile de deviner comment fut découverte — après six ans — l'hostilité inavouée de Noskov : en liaison avec tous ces aveux sur le sabotage, sur l'assassinat des ouvriers, etc... Si Noskov avait manifesté son hosfilité d'une manière quelconque, la Guépéou, bien entendu, n'aurait pas hésité à nous en informer.

Parmi les administrateurs de la mine de Kemerovo, il y avait un individu, nommé Pechekhonov, condamné en 1928 dans l'affaire de Chakhty. Ce Pechekhonov était un trésor précieux pour la Guépéou, puisqu'il devait servir à réaliser l'amalgame des « trotskistes » et des saboteurs. Il est vrai que Pechekhonov ne fut condamné au procès de Chakhty qu'à une déportation de 3 années, les témoignages ayant établi qu'il n'avait été mêlé qu'incidemment à cette affaire. Sa déportation elle-même n'eut qu'un caractère fictif : Dès 1928, Pechekhonov travailla sans interruption à la mine de Kemerovo jusqu'au moment de son arrestation ; aucun acte de sabotage accompli au cours de ces 8 années ne put lui être reproché au procès.

Pour rendre l'accusation de sabotage plus convaincante, on communiqua au procès que Pechekhonov était en liaison, par l'intermédiaire de Stroilov, avec des « cercles étrangers ». Bien entendu, aucune preuve ne fut donnée. En revanche, cette accusation permettait d'élargir l'amalgame. Mais même sous cette forme, l'amalgame ne présentait pas suffisamment d'intérêt. Il n'y entrait pas l'élément décisif — la Gestapo. Un procès antitrotskiste ne peut plus se dérouler, désormais, sans qu'y intervienne la Gestapo. L'accusation de liaison avec la Gestapo devient peu à peu le point central et formera sûrement l'axe du prochain procès contre Piatakov, etc...

Sur ce terrain de la « liaison avec la Gestapo » également — le procès de Novosibirsk s'est avéré n'être qu'une répétition générale à la veille d'un procès plus important. Parmi les accusés de Novosibirsk figurait un Allemand, l'ingénieur Stickling. Comme il n'y avait pas d'Allemand au Puits Central même, il fallut se contenter d'un puits voisin, où travaillait l'ingénieur Stickling.

Au procès de Moscou, des staliniens, membres des jeunesses communistes, Lourie et Olberg — tous deux juifs — furent dénoncés comme agents de la Gestapo. On doit considérer ce choix comme malheureux, car il est peu vraisemblable que la Gestapo recrute ses agents d'une certaine importance parmi les intellectuels communistes juifs. Quels buts Olberg et Lourie pouvaient-ils poursuivre, en devenant les agents de la Gestapo ? Il ne pouvait être question de profits personnels. Est-ce qu'Olberg-Lourie sympathisaient avec les « idées » de Himmler et avaient décidé pour cela de risquer leur tête ? Peut-on imaginer sérieusement qu'un jeune communiste juif se présente à la Gestapo comme trotskiste et lui demande son appui pour exécuter Staline ? (C'est à peu près ainsi que se présentait l'affaire Olberg.) On ne peut considérer les dirigeants de la Gestapo comme des imbéciles. Ils auraient sûrement jugé une telle proposition comme une provocation grossière et ils auraient facilité le départ de son auteur non pour l'U.R.S.S., mais pour un camp de concentration en Allemagne.

Au procès de Novosibirsk, le choix fut plus heureux. Iejov a surpassé, si l'on peut dire, Iagoda. Stickling n'est pas un juif de Pologne ou de Lithuanie, ce n'est pas un communiste, mais c'est un « véritable » Allemand et lui-même se prétend national-socialiste. On peut difficilement dire, si Stickling est vraiment un agent de la Gestapo. N'oublions pas que Stickling a vécu plusieurs années en Russie, qu'il a épousé une Russe (qui n'était pas devenue citoyenne allemande), que son enfant était de nationalité russe, et qu'il était ainsi attaché à la Russie soviétique par des liens solides. D'autre part, la conduite de Stickling au procès, où il paraissait espérer une intervention

(1) On sait que la question déjà bien embrouillée du « centre unifiée » s'embrouille encore davantage au procès de Novosibirsk. Ici on fait déjà allusion à un autre centre « panunioniste », dont la composition est inconnue (la Guépéou elle-même ne paraît pas encore avoir réussi à connaître les noms de tous ses participants).

active du gouvernement allemand, ne ressemble pas à la conduite d'un véritable agent de la Gestapo. Il est peu probable qu'un agent de la Gestapo se soit ainsi répenti, d'autant plus qu'il n'y avait au procès aucune preuve sérieuse contre Stickling. S'il avait nié son délit, sa situation eût été beaucoup plus favorable et le gouvernement l'eût protégé sans aucun doute plus activement.

La conduite de Stickling au procès révélait indiscutablement l'influence d'une *contrainte* exercée, d'une manière ou d'une autre, par la Guépéou. On en vient à supposer que même si Stickling était un agent de la Gestapo, il était en même temps un agent de la Guépéou, et se trouvait ainsi complètement aux mains de celle-ci. Il est possible que Stickling soit devenu, à la seule instigation de la Guépéou, agent de la Gestapo, au service de la première et non pas au service de la Gestapo. Mais que Stickling ait été, oui ou non, un agent de la Gestapo — voilà qui, en fin de compte, est sans importance. Le plus important *c'est que Stickling n'a jamais eu aucun rapport avec le trotskisme*, ni avec aucune des oppositions communistes, c'est qu'aucun trotskiste n'a connu l'existence de Stickling avant le procès.

Si même on admet que Stickling était vraiment un agent de la Gestapo, il faut insister sur le fait, qu'il ne pouvait obtenir le permis de séjour et un poste responsable dans l'industrie qu'avec le consentement de la Guépéou. Si, à ce poste, cet agent de la Gestapo a pu duper tout le monde et la Russie soviétique, la responsabilité en incombe à la Guépéou et à personne d'autre. Il est très caractéristique que la liaison entre Stickling et la Gestapo fut découverte non pas en raison de son activité, mais parce que la Guépéou avait besoin de monter un procès antitrotskiste et de démontrer la « liaison » existant soi-disant entre des trotskistes et la Gestapo. Les agents de la Gestapo ne sont donc découverts que lorsque l'exige un amalgame avec les « trotskistes ». C'est ainsi que l'homme, appelé officiellement agent de la Gestapo, *est gracié* (*pour ne pas mécontenter Hitler*), tandis que les vieux bolchéviks — Zinoviev, Kamenev, Smirnov — sont fusillés. Pour sauver les « apparences », Staline veut atténuer l'effet de cette lâche capitulation devant Hitler, en graciant également deux Russes.

LE PROCES DE NOVOSIBIRSK — PREPARATION D'UN NOUVEAU PROCES PLUS IMPORTANT

La cause directe du procès de Novosibirsk, était — nous le savons — un fait local : la mort des ouvriers du Puits Central. Bien que la nouvelle de la mort des ouvriers n'ait pas été révélée par la presse, les ouvriers du Kousbass en avaient eu connaissance et en avaient conçu un vif mécontentement qui se traduisit par des protestations. Le gouvernement avait besoin de boucs émissaires. On sacrifia des spécialistes locaux, appelés arbitrairement trotskistes. Le Kremlin pensait faire d'une pierre deux coups : calmer les ouvriers du Kousbass et les dresser contre les « trotskistes-assassins d'ouvriers et saboteurs », préparer l'opinion publique pour le procès prochain — but principal de la mise en scène du procès de Novosibirsk.

C'est dans ce but que furent cités, à ce propos, quelques témoins à charge — Drobnis, Chestov — qui, en qualité de « trotskistes », devaient mettre en lumière la liaison des accusés avec le trotskisme et, surtout, démontrer la participation de Piatakov, Mouralov et d'autres vieux bolchéviks à l'assassinat des ouvriers de Kemerovo.

L'un de ces témoins à charge, Chestov, ne fit aucune allusion à l'affaire de Kemerovo. Evidemment, il n'avait rien à faire avec le procès, mais ses « révélations » sur Piatakov, Mouralov, Bogouslavski, etc., étaient nécessaires pour le procès suivant. Chestov, par exemple, déclare : « Pendant mon séjour à Berlin (en 1931), je reçus la directive directe de Piatakov d'accomplir des actes criminels de terrorisme au Kousbass ». Piatakov ordonne même à Chestov d'organiser des actes terroristes contre les membres du gouvernement. Nous apprenons d'une manière inattendue au procès de Novosibirsk que le témoin Chestov avait organisé en 1934 un attentat contre Molotov. Molotov, lui aussi, fut enfin jugé digne de cet honneur : on lui offrit son « attentat ». On se rappelle qu'il avait été oublié au procès Zinoviev. Molotov ne figurait pas sur la liste des chefs contre lesquels les soi-disant terroristes avaient préparé des attentats.

Le *Bulletin de l'Opposition Russe*, qui souligna en son temps cette étrange lacune, émettait l'hypothèse que, en l'omettant sur la liste à laquelle nous faisons allusion, Staline préparait peut-être à longue échéance une étude plus approfondie du cas Molotov. N'était-ce pas une raison suffisante pour justifier le retard dans la révélation de l'organisation des attentats contre Molotov? Le mécanisme de l'attentat était le suivant : Les terroristes devaient provoquer un accident de la voiture au volant de laquelle se trouvait un terroriste. Mais, la vitesse étant insuffisante, la voiture ne fit que se retourner, la catastrophe ne se produisit pas. Ce qui n'empêche pas le procureur Roguinski de déclarer, que « seule la vigilance rigoureuse des Tchékistes a fait obstacle à cet attentat ». Non, messieurs, il vous faut un peu mieux accorder vos violons : L'attentat a échoué ou bien par la vitesse insuffisante ou par la vigilance de la Guépéou. Sinon l'insuffisance de vitesse apparaît comme une conséquence de la vigilance, à savoir que le « terroriste » au volant de la voiture était un collaborateur de Iagoda !

D'une façon ou de l'autre, en exerçant une vigilance si rigoureuse, les membres de la Guépéou devaient en tout cas ne pas ignorer qu'un attentat avait été organisé contre Molotov. L'affaire se passait en 1934. Pourtant, nous l'avons déjà démontré, personne n'y fit allusion, au procès de Moscou,. La vigilante Guépéou, qui avait empêché la réussite de cet attentat

en 1934, en avait perdu complètement le souvenir en août 1936 ! Il est donc hors de doute, que « l'attentat » contre Molotov appartient à l'ensemble des machinations récentes, montées après le procès de Moscou.

L'origine du groupe saboteur de Kemerovo se rattache à la rencontre — en août 1935 — de l'accusé Noskov avec le témoin Drobnis.

Drobnis est un vieux bolchevik, dont le nom était devenu légendaire en Ukraine au temps de la guerre civile. A trois reprises, Drobnis fut condamné à être fusillé par les ennemis du pouvoir soviétique et, chaque fois, il parvint à se sauver comme par miracle. Un jour, un détachement de l'armée rouge réussit à le dégager d'un tas de cadavres de communistes fusillés par les blancs. Il n'avait pas été mortellement atteint. Il n'était que grièvement blessé. Quelques années plus tard, Drobnis devint oppositionnel de gauche, mais il se sépara de l'opposition en même temps que Radek, Smirnov, etc., au commencement de 1929. Depuis, Drobnis avait rompu toute relation avec les trotskistes.

Au procès de Novosibirsk, Drobnis n'était cité qu'en qualité de témoin (son cas personnel étant « réservé »). Mais, en réalité, il joua dans ce procès un rôle capital. Le procès prétendit démontrer que Drobnis avait été l'organisateur du groupe saboteur de Kemerovo et l'agent de liaison entre celui-ci et les accusés à venir, les dirigeants du sabotage, Piatakov, etc.

A sa première rencontre, en août 1935, avec l'accusé Noskov, Drobnis lui propose immédiatement après avoir fait sa connaissance, de commencer « l'activité contre-révolutionnaire ». A la deuxième rencontre (en novembre 1935), Noskov organise déjà l'empoisonnement de deux ouvriers : ce qui lui vaut les éloges de Drobnis et l'encouragement suivant : « Il faut continuer ce travail-là ». « Ce travail-là » — c'est l'assassinat en masse des ouvriers ! — est exécuté par ces gens qui ne se connaissent même pas, avec autant d'aisance et de facilité, que s'il s'agsisait d'une partie de plaisir.

C'est ainsi qu'est décrite au procès la liaison entre Drobnis et les accusés qui, soi-disant, agissent sur ses directives. L'affaire des liaisons entre Drobnis et le « saboteur » principal à l'échelle panunioniste, Piatakov, qui avait montré à Drobnis, lors de « l'entretien » de fin 1934, la nécessité de faire... du travail de sabotage au Kousbass, présente la même simplicité. Pour donner plus d'autorité à ses directives, Piatakov allégua qu'elles n'émanaient pas de lui-même, mais de Smirnov. Si Drobnis a quelques doutes là-dessus, « Smirnov peut le confirmer ». Rappelons que I. N. Smirnov était déjà en prison depuis janvier 1934. Comment Piatakov pouvait-il dans ces conditions transmettre, à la fin de 1934, les instructions de Smirnov ? ! Et comment Smirnov, toujours en prison, aurait-il pu confirmer ses instructions ? Ou bien Piatakov transmit-il à Drobnis les instructions de Smirnov avec un léger retard de deux ans au maximum ? Tout cela constitue le secret des malheureux inventeurs.

Si Piatakov transmet les instructions de Smirnov à Drobnis avec un retard de deux ans, le retard avec lequel il le met au courant de la conférence, tenue à Berlin en 1931, est encore plus grand. Au printemps de 1935, Piatakov le mit au courant de la conférence de Berlin à laquelle avaient pris part Piatakov, Smirnov, Sedov... A cette conférence, on discuta des questions concernant l'organisation des attentats terroristes contre Staline, etc.

Tout ceci relève, bien entendu, de la pure fantaisie. Pendant les 9 dernières années, Sedov rencontra une seule fois Piatakov et c'était dans la rue, par hasard, à Berlin, « Unter den Linden », en 1931 ou en 1932. Dès qu'il aperçut Sedov, Piatakov lui tourna le dos, feignant de ne pas l'avoir vu. C'est là la seule « rencontre » entre Sedov et Piatakov pendant les 9 dernières années! Pouvait-il en être autrement ? Après sa rupture avec l'opposition, Piatakov devint non seulement un bon fonctionnaire stalinien, mais encore un ennemi farouche de l'opposition.

Notons encore que les versions officielles prétendent, que la conférence, à laquelle il est fait allusion, se tint sous la protection de la Gestapo, bien que, comme chacun sait, il n'existât encore aucune Gestapo en 1931. De telles « erreurs » caractérisent bien la justice soviétique. Il suffit de rappeler l'histoire de l'hôtel « Bristol » qui n'existait pas à Copenhague, dans le hall duquel Sedov, qui n'était jamais allé au Danemark, aurait soi-disant rencontré Goltzmann.

Bien avant le procès de Novosibirsk, la *Pravda*, à plusieurs reprises, accola le nom de Piatakov à celui de Trotski, Zinoviev, comme « agent du fascisme » et comme « terroriste ». Piatakov et Sokolnikov furent traités de « coquins crapuleux, le plus lâche des lâches », etc... Il est évident que le sort de Piatakov est fixé et qu'il sera la première victime de la « justice » stalinienne. Le procès de Novosibirsk a démontré qu'un rôle de premier plan lui était réservé dans le prochain procès.

Piatakov, l'un des bolcheviks les plus éminents parmi les « jeunes » (il est maintenant âgé d'environ 45 ans), entra au parti en 1910, fut peu de temps après condamné à la déportation et s'enfuit de Sibérie au Japon. Dans l'émigration, Piatakov travailla en liaison étroite avec Lénine. Au moment de la révolution d'Octobre, il dirigea l'insurrection à Kiev ; il fut le premier président du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine. A la fin de la guerre civile, Piatakov devint à demeure l'un des dirigeants de l'économie soviétique. Membre depuis 1921 du CC du parti, l'organisme le plus important du pays, après s'être rallié à l'opposition de gauche en 1925, Piatakov s'en sépare en janvier 1928, c'est-à-dire il y a 9 ans. A ce moment, alors que les anciens dirigeants de l'opposition qui venaient de quitter ses rangs, Kamenev, Zinoviev, Smirnov, n'obtenaient pas la confiance de Staline, n'étaient admis à aucun poste responsable, mais étaient au

contraire déportés, Piatakov était bientôt associé au travail de direction. En 1930, Piatakov est même réélu au CC, dont il reste membre jusqu'à aujourd'hui. Piatakov était considéré dans l'appareil comme un excellent travailleur. Lénine, lui-même, dans son testament, avait appelé Piatakov, ainsi que Boukharine, « le plus capable parmi les jeunes membres du CC ».

Avec Radek, Piatakov appartint au cours des dernières années aux plus fidèles parmi les fidèles de Staline e aux ennemis les plus acharnés de l'opposition. La haine de Piatakov contre les oppositionnels allait si loin qu'il chassa impitoyablement des membres de sa famille, oppositionnels en déportation qui, gravement malades, lui demandaient son aide. Et maintenant on veut nous convaincre que Piatakov était non seulement « trotskiste », mais qu'il dirigea pendant 5 années la terreur et le sabotage ! Pendant 5 années, Piatakov dirige le commissariat du peuple à l'industrie lourde sous les yeux de son chef Ordjonikidze, il sabote, il organise l'assassinat des ouvriers et personne ne remarque rien. Qui peut le croire ?

Pendant le procès Zinoviev-Kamenev, Piatakov, de même que Radek, le jour où ils étaient dénoncés au procès comme ayant pris part aux attentats, publiaient des articles, demandant la peine capitale contre Zinoviev et les autres accusés ! Piatakov écrit que « les mots lui manquent, pour exprimer son dégoût » ; il demande l'extermination des « traîtres ». — « Il faut les exterminer sans pitié ». Dans son article, qui ressemble comme deux gouttes d'eau à celui de Piatakov, Radek rappelle de son côté les services qu'il a rendus dans l'affaire Bloumkine, et demande, lui aussi, l'extermination des « salauds ». Le même jour, ils sont arrêtés et accusés des mêmes crimes pour les auteurs desquels ils exigent la fusillade !

Et ces gens-là, on les appellera au prochain procès « trotskistes », membres d'un centre quelconque, récemment imaginé, les organisateurs de l'assassinat de Kirov, etc., etc. La *Pravda* prétend déjà que les mains de Piatakov sont rouges du sang de Kirov. En même temps que le nom de Piatakov, on cite généralement celui de Sokolnikov qui sera, sans doute, lui aussi, l'un des principaux accusés du prochain procès.

Sokolnikov, l'un des plus vieux bolchéviks, participant actif à la révolution de 1905 à Moscou, fut déporté, s'enfuit à l'étranger. Dans l'émigration, il collabora avec Lénine. Après la révolution de février, il travailla dans le parti à Moscou. Pendant la guerre civile, il fut l'un des dirigeants de l'armée rouge, en qualité de membre du comité militaire révolutionnaire de diverses armées et occupa, entre autres, les fonctions de commandant (il commanda plus particulièrement la 8e armée combattant contre Dénikine). Depuis 1917, Sokolnikov était membre du CC et fut réélu au CC à presque tous les congrès. Depuis 1922, commissaire du peuple aux finances, Sokolnikov dirige en 1923-24 la réforme financière : la liquidation de l'inflation et l'introduction de l'unité monétaire stable — le tchervonetz. En 1925, Sokolnikov se rallia à l'opposition zinovieviste. Se situant à droite dans les questions économiques, Sokolnikov resta isolé dans l'opposition, n'étant d'accord avec celle-ci que sur les problèmes de la vie intérieure du parti. Après la fusion (en 1926) de l'opposition trotskiste avec les zinovievistes, Sokolnikov se tient encore davantage à l'écart et rompt avec l'opposition avant Zinoviev et Kamenev. En raison de ses sympathies pour la droite, Sokolnikov prend en 1928 l'initiative des fameux pourparlers entre la droite (Boukharine, Tomski) et Kamenev et Zinoviev. C'est la dernière tentative de Sokolnikov de participer activement à la politique. Après l'écrasement de la droite, Sokolnikov devient un fonctionnaire stalinien docile : d'abord, durant plusieurs années, en qualité d'ambassadeur à Londres, puis, les derniers temps jusqu'à son arrestation, comme adjoint au commissariat du peuple à l'industrie légère.

Parmi les « chiens et salauds », « les plus lâches des lâches », qui soi-disant « projetaient de revenir au pouvoir... avec l'appui des baïonnettes des impérialistes, au prix de la défaite militaire..., voulant restaurer le capitalisme en U.R.S.S. », est tombé Radek lui-même, le capitulard des capitulards !

Membre du parti socialdémocrate de Pologne et de Lithuanie, *Radek* partit bientôt pour l'Allemagne, où, se ralliant à la gauche de la socialdémocratie allemande, il travailla sous la direction de Rosa Luxembourg. Dès le début de la guerre, il occupa une position internationaliste. Rentré en Russie après la révolution, Radek adhéra au PC en octobre 1917. En janvier 1919, il participa au congrès du Spartakusbund à Berlin et fut arrêté par le gouvernement Scheidemann. En 1919, Radek fut élu membre du CC du PCR et devint dès lors l'un des dirigeants du Komintern n qualité de membre du C.E. En se ralliant à l'opposition de gauche, Radek y provoqua un certain trouble à cause de son impressionisme et de l'inconstance de son caractère. En janvier 1928, en compagnie d'autres oppositionnels connus, Radek fut déporté en Sibérie. La virilité et une ferme volonté ne furent jamais les traits dominants du caractère de Radek. Quelques mois déjà après son arrivée au lieu de déportation, Radek commença à vaciller et à semer par ses lettres et ses articles la démoralisation parmi les oppositionnels déportés. Au début de 1929, Radek rompit avec l'opposition et rentra à Moscou. A partir de ce moment, Radek prit une part active à la chasse à l'opposition ; il écrivit contre le trotskisme des dizaines d'articles venimeux et devint un « spécialiste » de la lutte contre l'opposition de gauche. En 1929, il s'abaissa jusqu'à livrer à la Guépéou l'oppositionnel Bloumkine (accusé d'avoir rencontré Trotski à Stamboul), qui habitait chez lui, portant ainsi la responsabilité de son exécution.

En mars 1931, le correspondant à Moscou du *Bulletin de l'opposition russe* relate l'épisode suivant, particulièrement caractéristique: « Radek opposa un refus à la demande de secours d'un bolchevik-léniniste gravement malade, en déportation, ajoutant : « Il rentrera bientôt » (c'est-à-dire, il capitulera). Il juge les autres d'après son propre caractère. » Le même correspondant écrit que « les capitulards se divisent en plusieurs groupes, suivant les différents degrés de leur décomposition morale. C'est la personnalité de Radek qui pourrit le plus rapidement ».

Lorsque fin 1932, début 1933, presque tous les oppositionnels capitulards, parmi lesquels Zinoviev, Kamenev, Smirnov, Mratchkovski et nombre d'autres furent déportés ou emprisonnés, ni Radek, ni Piatakov, ni Sokolnikov ne furent atteints par cette mesure. Ils furent considérés, à juste titre, comme des staliniens fidèles. Maintenant, ces trois hommes sont déclarés « trotskistes » sur l'ordre de Staline. Ce sont des hommes finis.

Parmi les accusés du prochain procès figurera sans doute également *Mouralov*, dont le nom fut cité plus d'une fois au procès de Novosibirsk, si l'on parvient à le briser lui aussi. Vieux bolchevik, participant actif à la révolution de 1905, Mouralov fut emprisonné pendant plusieurs années sous le tsarisme ; il fut condamné à la déportation ; il participa activement à la révolution de février à Moscou et y dirigea les luttes d'octobre 1917. Puis il prit le commandement du détachement militaire de Moscou. Mouralov fut l'un des véritables dirigeants de la guerre civile. Depuis 1923, Mouralov appartint à l'opposition de gauche. Bientôt, il fut chassé du travail militaire, mais il resta membre de la C.C.C. jusqu'au XVe congrès où il fut exclu du parti en même temps que toute l'opposition de gauche. Il fut déporté en Sibérie, où il séjourna 9 années jusqu'à ces derniers temps.

Les dernières années, on n'eut aucune nouvelle de Mouralov. Il se tint à l'écart de la vie politique des oppositionnels déportés, remplissant loyalement la tâche modeste, que le pouvoir lui avait confié à son lieu de déportation. Aujourd'hui, Mouralov est accusé de « sabotage », « d'assassinat des ouvriers », de la « préparation » du meurtre du représentant de Staline en Sibérie, Eiche. Les trotskistes, comme on le prétend au procès, voulaient tuer Eiche, parce qu'il... « ne pouvait supporter l'odeur du trotskisme — ce militant finira mal », étant donné la délicatesse de son flair, si l'on peut dire. Lorsque N. I. Mouralov, en 1906, se trouva seul, face à une foule de massacreurs cent noirs, il n'hésita pas un instant à diriger sur eux son revolver ; il tua un et en blessa un autre. Si Mouralov avait décidé de renier le marxisme et de se placer sur le terrain de la terreur individuelle, s'il avait, pour cette raison, considéré nécessaire d'abattre l'adjudant stalinien Eiche, il n'aurait pas perdu son temps en bavardages, mais il aurait agi. La vérité est que, bien entendu, Mouralov ne s'est pas rallié au terrorisme individuel, n'a même jamais eu l'idée de s'y rallier et n'a préparé aucun attentat. De telles accusations ne peuvent que provoquer le dégoût de tous ceux qui connaissent tant soit peu Mouralov. Mais est-il possible que Mouralov en arrive lui aussi à s'engager sur la voie des aveux mensongers ?

Parmi les futurs accusés se trouveront probablement *Serebriakov*, un vieil ouvrier-bolchevik, ancien secrétaire du C.C. du P.C.R., ancien commissaire du peuple aux chemins de fer et aux transports, qui avait rompu avec l'opposition en 1928; *Drobnis*, dont nous avons parlé plus haut; *Bogouslavski*, vieux bolchevik, ami personnel de Drobnis, ancien président du conseil restreint des commissaires du peuple, dont le nom fut cité au procès de Novosibirsk. Il est possible que quelques éléments appartenant au milieu militaire soient également traduits devant le tribunal: *Poutna*, ancien attaché militaire à Londres, *Schmidt*, héros de la guerre civile, etc.

Il n'est pas exclu que le prochain procès soit également dirigé contre l'ancienne opposition de droite. Lorsqu'il y a peu de temps, la *Pravda* (sur le ton grossier qui lui est habituel) engagea une polémique avec les *Izvestia* sur le rôle du Jazz, le caractère bizarre du sujet ne servait qu'à dissimuler le but principal, l'éviction du rédacteur en chef des *Izvestia*, Boukharine, bien que ce dernier ne jouât plus depuis longtemps aucun rôle dans le journal et eût même cessé, comme on le raconte, de faire acte de présence (1).

Après avoir débuté par le Jazz, la *Pravda* passe bientôt à un sujet plus concret. On rappelle à Boukharine toutes ses erreurs, à commencer par le mot d'ordre « enrichissez-vous ! » Un langage particulièrement ordurier est employé à l'adresse de Rykov. Les oppositionnels de droite sont accusés d'avoir formé des groupes terroristes illégaux, « en liaison directe avec la bande criminelle des trotskistes-zinovievistes » (*Pravda*, 15 décembre 1936). On les appelle les « agents des trotskistes » et « les organisateurs du sabotage dans l'industrie ». Molotov parle aussi des « renégats droitiers ». Bien entendu, tout cela ne peut être interprété comme une gymnastique littéraire anodine, mais bien comme la préparation de l'écrasement judiciaire des éléments de droite. Dans la panique qui suivit le suicide de Tomski, Staline avait « réhabilité » Boukharine et Rykov, leaders de l'ancienne opposition de droite. Maintenant, par sa presse — et surtout avec l'aide de Iejov — Staline corrige cette faute. Au demeurant, Boukharine et Rykov ne figureront pas encore en personne cette fois-ci sur le banc des accusés. Mais peut-être au prochain procès Piatakov-Sokolnikov-Radek seront-ils chargés par leurs amis les plus proches : Ouglanov ou tel autre des jeunes disciples de Boukharine. Au prochain procès, il y aura les Reingold, prêts à exécuter les ordres d'en haut. Déjà, on charge

(1) L'article était déjà écrit, lorsque les journaux annoncèrent que Boukharine était officiellement destitué de son poste de rédacteur en chef des « Izvestia ».

Boukharine et Rykov au procès actuel : c'est donc que leur tour est venu.

Les inculpés du prochain procès seront accusés d'avoir préparé volontairement des actes terroristes qui n'ont jamais eu lieu ; d'avoir participé à l'assassinat de Kirov. Aucun procès ne peut avoir lieu aujourd'hui sans que cette accusation ne soit formulée. Peu à peu, nous apprenons que l'assassinat de Kirov ne fut pas l'œuvre de Nicolaiev, mais celle d'une centaine environ de vieux bolcheviks, auxquels l'on ajoute sans cesse de nouveaux noms.

L'accusation principale sera constituée à coup sûr par la « *liaison avec la Gestapo* ». Pour s'en convaincre, il suffit de lire la presse soviétique. A l'en croire, les trotskistes et les droitiers se sont à ce point confondus avec l'okhrana fasciste qu'on « ne peut plus aujourd'hui distinguer un espion et un saboteur d'un trotskiste-zinovieviste ou d'un bandit droitier » (*Pravda*, 3 janvier 1937.)

Qu'il existe en U.R.S.S. des agents de la Gestapo, capables même d'organiser des assassinats et d'espionner, voilà qui est incontestable. Mais la Guépéou entrave elle-même son travail contre eux, en remplaçant les recherches sérieuses et persévérantes par les faux aveux d'hommes innocents et par la construction d'amalgames. La lutte contre la Gestapo intéresse beaucoup moins Staline que la lutte contre les vieux bolcheviks.

Nous avons vu déjà par l'exemple du procès de Novosibirsk, comment la Guépéou construit les amalgames de trotskistes avec la Gestapo. La même méthode sera appliquée une fois de plus au procès Piatakov-Radek. Parmi les accusés, il y aura également de vrais agents de la Gestapo (plus vraisemblablement des agents doubles, c'est-à-dire, en fin de compte, des agents de la Guépéou) qu'on lie artificiellement par cette méthode à Piatakov, Radek et autres vieux bolcheviks. La Guépéou probablement attribuera un rôle actif à Radek, puisque en qualité de journaliste spécialiste des questions extérieures, il était en relations plus étroites avec les milieux étrangers.

Postichev, le représentant de Staline en Ukraine, a déclaré que « les trotskistes peuvent être maintenant caractérisés par le fait qu'ils ont conclu un pacte avec certains gouvernements capitalistes. Le parti et les organes judiciaires possèdent des documents écrits de leurs mains... » Il est certain qu'une partie des accusés du prochain procès est déjà entrée dans la voie des aveux mensongers. Et on les trompera d'autant plus aisément par la promesse de leur donner la vie sauve, qu'ayant été arrêtés avant ou bien pendant le procès Zinoviev-Kamenev, ils ne connaissent pas jusqu'à ce jour le sort réservé à Zinoviev, Kamenev, etc.

Si la mise au point de l'acte d'accusation du nouveau procès dure si longtemps — 5 mois — cela s'explique par le fait que la qualité de la production du prochain procès doit être — de l'avis des metteurs en scène — améliorée. Il faut éliminer, particulièrement, des « fautes », comme celle de l'hôtel Bristol dans le procès Zinoviev. Dans le même dessein, la Guépéou a volé, il y a peu de temps, les archives de Trotski, se trouvant à Paris, pour obtenir des informations sur Trotski qu'elle n'eût pu se procurer d'une autre manière.

Tous les accusés staliniens et les candidats accusés : les anciens trotskistes, les zinovievistes, les anciens droitiers — ont ce trait commun, d'avoir tous capitulé devant Staline. Ils ont tous été — ou bien sont devenus — des ennemis du trotskisme. L'autocratisme stalinien n'est pas même capable d'assimiler de tels individus ! Les témoins du procès précédent, les survivants de la révolution et du bolchévisme, les disciples et les collaborateurs de Lénine, les fondateurs du pouvoir soviétique représentent tous un danger pour Staline, sinon actuellement, du moins pour l'avenir. Les accusés staliniens ne sont pas nos amis, mais on ne peut penser sans angoisse que Staline veut les noyer dans la boue et dans le sang. La *Pravda* écrivait, il y a peu de temps : « On ne peut pas croire une seule parole d'un ancien oppositionnel. Pas une seule. » Cette formule ne sert qu'à couvrir un autre mot d'ordre moins sentimental : « On ne peut laisser en vie aucun oppositionnel. Pas un seul ! »

Staline règle de cette manière ses comptes avec ceux des oppositionnels qui ont capitulé. Avec quelle cruauté féroce extermine-t-il en cachette les véritables oppositionnels, les quelques milliers de bolchéviks-léninistes qui remplissent les isolateurs et les camps de concentration de l'US ?

Seules les protestations vigoureuses des masses ouvrières du monde entier peuvent empêcher Staline d'achever son plan d'extermination physique de tous les représentants du bolchévisme.

S.

8 janvier 1937.

L'article était déjà écrit, lorsque fut connue la nouvelle du procès contre Piatakov, Sokolnikov, Radek. Nous le publions, sans rien y changer.

Les avocats des assassins

I. - M.M. Brandler et Thalheimer au travail

Le premier et le deuxième procès de Moscou ont suscité dans la classe ouvrière mondiale une inquiétude profonde. Avec l'assassinat de Zinoviev, Kamenev, Smirnov, Mouralov, Piatakov, Sokolnikov, Serebriakov, Evdokimov, Bakaev, et des centaines d'autres qui les ont accompagné à la mort, le prolétariat international a réalisé pour la première fois depuis que le Thermidor russe a commencé à dérouler toutes ses conséquences, la profondeur et la portée immense de la contre-révolution stalinienne.

Pour ne s'en tenir qu'au public français, la répercussion d'une brochure comme celle d'André Gide est due surtout à la coïncidence de sa parution avec ce tournant historique de la révolution russe et internationale. C'est pour la première fois aussi qu'un ouvrage de Trotsky sur l'actualité russe, *La Révolution trahie*, franchit les cercles prolétariens et marxistes directement intéressés, et atteint de très larges couches de la classe ouvrière, et de la petite bourgeoisie avide de reconnaître la vérité révolutionnaire.

Dans cette circonstance, comme dans les précédentes, la bureaucratie stalinienne a agi et réagi, selon la logique implacable qui en fait maintenant le paravent de la contre-offensive de l'impérialisme international. Et précisément pour cela, les conséquences de ses propres actes continuent à lui échapper complètement. Pour elle, le comble du Machiavélisme consiste à exterminer ses adversaires au nom des conséquences criminelles de ses propres actes. Avec un aveuglement parfait, elle organise la calomnie et la tuerie, puis — elle se désintéresse du reste... C'est pourquoi Staline est ensuite chaque fois obligé de couvrir les conséquences de ses machinations, par des machinations d'une envergure plus grande encore. Depuis 15 ans, la réaction monte en U. R. S. S. et mène l'Internationale Communiste à la paralysie générale aux cris de : *A bas le trotskysme! Le trotskysme est mort et enterré!* Et chaque fois ce mort vivant doit-être à nouveau tué et enterré.

La presse et les hommes dominés par Staline ne cherchent plus à prouver. Ils ont faite leur la méthode du fascisme, qui contredit toute l'aspiration de la conscience humaine vers plus de vérité, d'intelligence, et de science : exterminer par la puissance massive de la terreur, du mensonge et de la provocation. Le mot « preuve » a complètement disparu du vocabulaire stalinien. La raison d'Etat est la seule raison dont ils se recommandent.

Mais cette aberration, entretenue en U.R.S.S. comme le seul impératif catégorique, se heurte par la dialectique même de sa permanence au besoin de *savoir* et de *comprendre* qui reste la base même du socialisme scientifique. Les faux de police peuvent satisfaire la conscience bureaucratique ou l'imagination boulevardière. Ils ne peuvent prévaloir contre la conscience critique du prolétariat, qui reste, aujourd'hui comme il y a cent ans, le ressort inattaquable de son émancipation.

C'est pourquoi on voit toute une catégorie de parasites politiques, une véritable écume du stalinisme, qui s'efforce de remplir pour le public « démocratique » cette lacune des Bureaux de propagande de Moscou. Des Pritt, des Rosenmark, des Rolland, des Sadoul, des Brandler. Ces gens ne sont rien par eux mêmes. Socialement, ils ont pour tâche d'essayer de justifier la dégénérescence de l'U. R. S. S. devant la classe ouvrière révolutionnaire. C'est le complément de leur tentative de réhabilitation de la bourgeoisie quarante huitarde.

Nous avons, par exemple, sous les yeux le texte d'une circulaire émanant de Brandler et Thalheimer (dits Opposition Communiste) commentant le premier procès de Moscou. Nous la publions in extenso ci-dessous, afin que chacun comprenne par quels arguments, chez les sympathisants du stalinisme — en quelque sorte sa légion étrangère — on essaye de répondre à nos accusations et de légitimer l'assassinat par Staline de tous les fondateurs de la IIIe Internationale et de la République Soviétique.

CIRCULAIRE DE BRANDLER-THALHEIMER

1. EFFET DANS LES PAYS CAPITALISTES

Selon ce que l'on peut apprendre dans la presse, et selon les nouvelles qui nous parviennent, le procès Zinoviev-Trotsky a eu des repercussions très fortes dans les pays capitalistes. Aussi bien chez les partis démocratiques et les « personnalités » qui maintes fois s'étaient forgés l'illusion que la dictature du prolétariat et ses méthodes en Union Soviétique seraient en decadence, et que là bas une ère démocratique commencerait (nouvelles constitution soviétique), et qui maintenant sont en partie tombés des nuages ; que chez les partis socialdémocrates, qui présentent le procès comme une réplique du 30 juin d'Hitler et comme une acte de terreur de la part de Staline, mais qui ont toujours fermé les yeux devant les actes de terreur contre-révolutionnaires en Union Soviétique.

Mais on doit finalement démontrer que même les partis communistes qui ont donné leur approbation à la sentence, présentent à ce sujet beaucoup d'insécurité intérieure et de doutes sur le procès. Contre le procès se sont aussi manifestés le P.O.U.M. (parti de Maurin en Espagne), le groupe « Que Faire? » en France, qui appartient à Ferrat, le S.A.P., le Parti labouriste Indépendant d'Angleterre, etc...

Nous avons formulé notre position en deux déclarations, qui ont déjà été transmises aux organisations. Notre organisation sœur américaine, a pris pour son compte la même position que nous. Se tenant à cette position le bureau de l'IVKO (Unification Internationale des oppositions communistes) et le AK (comité étranger) se sont strictement gardés de participer à une quelconque protestation ou critique du procès, aux-

quelles nous avons été invités par le SSP de Maslow-Ruth Fischer et par quelques organisations de gauche en France.

Etant donné cette situation, il nous semble nécessaire d'ajouter à nos déclarations, encore un commentaire, pour fonder notre position et pour combattre les objections qu'on fait au procès.

2. AUTOUR DES OBJECTIONS

1. L'objection la plus importante et la plus efficace qu'on fait au procès, est que l'attitude des accusés devant le tribunal, leur auto-inculpation seraient incroyables, parce que cette attitude apparait incompréhensible à la psychologie d'un européen du Centre ou Occidental « normal ». De cela on tire la conséquence : ou bien les accusés ont été contraint à cette attitude par la terreur, les tortures, etc..., ou bien ils ont fait des aveux de fausse culpabilité, parce que on leur avait promis que de cette façon ils pourraient sauver leur tête ou préserver leurs familiers des persécutions.

Cette objection est la plus efficace, justement parce que réellement la contenance des accusés devant le tribunal, leur attitude d'humiliation, leurs auto-accusations systématiques, la confession ou même l'exagération des charges de l'accusateur public, est en contradiction avec les idées, les habitudes et les sentiments de l'Europe Occidentale ou Centrale, et par cela impossible. *Cette méthode de auto-inculpation et d'humiliation est quelque chose de spécifiquement russe.*

Pour quelqu'un qui, grâce à une longue observation, connait l'âme russe, cette attitude n'a rien de ce caractère incompréhensible, tel que le voit un européen du Centre ou de l'Ouest, mais est quelque chose qu'il a souvent observé. La manie de l'auto-inculpation, de l'humiliation et de l'expiation trouve des exemples nombreux dans la littérature russe (Tolstoï, Dostoïewski, Gorki, etc...). Nous ne pouvons pas discuter ici sur les origines de ce caractère particulier ; il suffit de démontrer qu'il s'agit d'une chose vraisemblable, et que pour cela les conclusions qu'on tire de cette prémisse, qu'aux non-russes ce caractère paraît étrange et incompréhensible, soient fictives.

Que Zinoviev, Kamenev, politiciens experts et désabusés, aient cru qu'ils seraient épargnés si seulement ils avaient fourni des confessions et des déclarations selon le désir du tribunal, même dans le cas ou on le leur aurait promis, au nom de Staline, ou si Staline lui-même le leur avait promis, est complètement invraisemblable pour celui qui connaît ces personnes. Il est tout aussi invraisemblable qu'aucun des accusés, pendant les débats auxquels assistaient des journalistes étrangers, ne se soit plaint des moyens de coercition employés pour arracher des confessions.

De tout cela il résulte que les confessions des accusés sont dans leurs lignes générales vraisemblables, et si elles le sont la sentence qui s'en suit est régulière.

Nous avons dit : *dans les lignes générales*, parce que dans de nombreux détails on trouve des inexactitudes, des contradictions et des suppléments artificiels qui sont tout à fait naturels ; dans tous les procès semblables cela s'est passé ainsi, ce qui n'a pas empêché que le noyau central n'ait été fondé.

2. Une autre objection est que en dehors des accusés eux-mêmes il n'y a pas d'autres témoignages, exceptée Safanova, l'ex-femme de Smirnov.

Mais on oublie : que de la nature même des faits il ressort que la préparation de actes de terreur se fait dans un cercle aussi réduit que possible. Les accusés avaient assez d'expérience conspirative pour se tenir dans cette affaire à l'ABC de la conspiration, c'est-à-dire que seulement sont informés ceux qui doivent l'être absolument.

Qu'on n'ait pas présenté comme témoins les agents de la GPU qui éventèrent l'affaire est compréhensible. Quel tribunal bourgeois, dans un procès de haute trahison, quand existent des aveux de la plupart des accusés, considérera les aveux comme insuffisants et demandera pour se décider encore des témoins?

3. On formule une autre objection : le fait que l'accusation n'énumère pas les actes de terreur commis ou préparés selon le temps, le lieu, les moyens, etc...

En fait, dans les déclarations des accusés les indications à ce sujet ne sont pos très détaillées et le tribunal n'a, semble-t-il, pas donné une importance extraordinaire à l'établissement minutieux de tous ces détails.

Selon notre opinion l'explication de cela est que dans le cas Zinoviev-Kamenev les discussions sur la terreur, sa nécessité, etc..., étaient plus importantes que sa préparation pratique, et que, comme grands hommes, ils laissaient l'exécution et ses détails à des collaborateurs plus modestes.

4. Encore une objection. Zinoviev-Kamenev-Smirnov étaient en prison les deux dernières années, comment pourraient-ils préparer des actes de terreur? Mais l'organisation de la terreur individuelle a été mise en marche par eux avant leur entrée en prison (affaire Kirov), et ils ne se seraient pas arrêtés s'ils avaient pu continuer même quand ils étaient en prison.

5. Enfin, dans la discussion joue un rôle l'objection que les accusés n'ont pas eu de défense, dans le sens qu'ils ont été empêchés de prendre un défenseur s'ils l'avaient voulu. Le tribunal a déclaré que les accusés eux-mêmes ont refusé d'avoir des défenseurs.

Mais dans un cas pareil cela est tout à fait croyable et logique. L'importance capitale du procès était sa partie politique. Il n'y avait là aucune question juridique compliquée. Sur les questions sur lesquelles le procès versait, des hommes comme Zinoviev, Kamenev, Smirnov, Yevdokimov, etc..., politiciens expérimentés et des orateurs doués, étaient plus compétents et plus capables de conduire leur aaire que n'importe quel défenseur.

3. LES PREMISSES POLITIQUES DE LA DEGENERESCENCE TERRORISTE DES ZINOVIEVISTES-TROTSKISTES

Du côté des trotskystes on tire grand profit de l'argument que des gens comme Trotsky, Zinoviev, Kamenev, il n'est incroyable qu'ils puissent glisser sur le chemin de la terreur individuelle, comme marxistes.

Mais le développement du trotskysme-zinovievisme laisse au contraire paraître des symptômes aussi clairs et révélateurs que possible. Kamenev dit : j'étais arrivé à la conviction que la politique du parti, la politique de sa direction avait vaincu dans l'unique sens dans lequel une victoire politique est possible dans le pays du socialisme, que cette politique était reconnue par les masses travailleuses. Notre spéculation sur la possibilité d'une scission dans la direction du parti se démontra encore en faillite. Nous avons compté sur le groupe de droite : Rykov, Tomski, Boukharine. La séparation de ce groupe de la direction et la perte de son crédit auprès des masses travailleuses nous enlevèrent encore cette carte des mains. Pour attaquer la direction qui avait conduit le pays à travers les étapes les plus dûres, à travers l'industrialisation et la collectivisation, on ne pouvait non plus compter sur une difficulté intérieure sérieuse quelconque. Ils restait deux chemins : ou bien cesser la lutte contre le parti honorablement, et sans rancune, ou la poursuivre, mais sans compter sur l'appui des masses, en aucune façon ,sans plate-forme politique, sans drapeau, c'est-à-dire sur le chemin de la terreur individuelle. Nous choisimes le deuxième chemin. Nous y fûmes poussés par une haine sans limites contre la direction du parti, et le pays, et nous avons le désir du pouvoir, près duquel nous avons été autrefois, et duquel nous avons été chassés par le cours du développement historique.

C'était la perte de toute base de masses dans l'Union Soviétique et le manque de perspectives d'en jamais en reconquérir une qui a été le motif occasionnel qui poussa l'opposition Trotsky-Zinoviev sur le chemin de la terreur individuelle, puisque ils ne voulurent pas abandonner la lutte pour le pouvoir même après avoir perdu celui-ci.

On comprend tout à fait la lutte à l'intérieur du parti, telle qu'elle s'est développée après la mort de Lénine dans le parti communiste de l'Union Soviétique, quand on voit qu'il ne s'agissait pas d'une lutte pour le pouvoir, pour la direction du parti et de l'Etat soviétique.

Pour ce qui concerne particulièrement Trotsky et les trotskystes, ils ont depuis longtemps, comme ils le manifestent dans leurs déclarations, l'idée que l'Union Soviétique sous la direction de Staline n'est plus un Etat prolétarien, et ils déclarent dans leur propagande qu'on n'y construit pas le socialisme, mais que la « bureaucratie stalinienne » opprime le parti et l'Etat, que la bureaucratie doit être violemment supprimée (Trotsky parle « de mesures de police contre la direction ») et qu'en cas de guerre dans l'Union Soviétique le défaitisme est indiqué, comme il était indiqué sous le régime tsariste.

De cela il découle que depuis des années la lutte a été dirigée par Trotsky contre la personne de Staline.

Dans ces conditions le passage à la terreur individuelle, si une base de masses manque, est non seulement compréhensible, mais naturelle et logique. Les affirmations contraires de Trotsky ne démontrent rien.

4. SUR LES CONSEQUENCES DU PROCES EN UNION SOVIETIQUE

En liaison avec le procès en Union Soviétique ont été opérées des arrestations massives d'oppositionnels, anciens et actuels, de toutes les tendances.

Selon des articles de la *Rundschau* de Bâle, il est évident que maintenant on tente de jeter dans un même sac toute opposition ou critique contre la ligne du parti communiste de l'Union Soviétique et le Comintern, non seulement en U. S. mais aussi dans les pays capitalistes, avec les trotskystes, zinovievistes et leurs méthodes de terreur, et d'inculper de liaison et de collaboration avec la Gestapo, même dans le cas d'une critique ou une protestation contre la politique du front populaire, de la paix bourgeoise, etc... Contre cela nous devons agir avec la dernière décision et énergie.

Mais une lutte contre des semblables opinions peut seulement être menée à conditions que nous reconaissions dans le procès Trotsky-Zinoviev la culpabilité des accusés sans réserve. Pour le parti communiste d'opposition (*groupe Brandler*) ce développement de l'opposition trotskyste-zinovieviste n'est surprenant ni du point de vue politique ni du point de vue personnel. Nous avons prévue une si triste fin comme possible et nous l'avons craint. Déjà au printemps de 1934, Brandler et Thalheimer ont fait une déclaration sur la *Prawda*, dans laquelle ils avertissaient l'opposition trotskyste et lui conseillaient d'abandonner leur lutte sans principes.

5. SUR LE BUT POLITIQUE DU PROCES

Si l'on reconnait la sentence du procès comme régulière et sans faute, le procès Zinoviev conduit aussi à la question : pour quelle raison politique le procès a été fait justement maintenant? Il est clair que le moment d'un tel procès, la manière de le conduire et les conséquences, qu'on en tire, ne sont pas posés par hasard.

A la recherche d'un réponse, nous concluons que l'opposition Trotsky-Zinoviev en U. S., était morte depuis longtemps du point de vue politique et d'organisation, et qu'il s'agissait simplement d'en liquider les restes. Pour cela il faut établir que le verdict contre les opposants avait le but fondamental de prévenir une nouvelle opposition, — soit une opposition existente ou une opposition prévue.

D'où pourrait venir une telle opposition? pas comme conséquence de difficultés intérieures en réalisation avec le mouvement Stakhanoviste, comme le prétendent Otto Bauer et d'autres. Il nous semble que pour la première fois il existe une possibilité d'opposition en U. S. contre la politique ultra-droite du Comintern, contre la politique du front populaire, la défense de la démocratie bourgeoise et de la paix bourgeoise. Puisque cette politique est celle du menchevisme contre le bolchevisme, celle de Martinov contre Lénine, de cette façon non seulement elle jette à la figure des bolchéviks les traditions de l'ancien cadre, mais elle est aussi en contradiction avec ce qu'on apprend aux jeunes cadres comme base du léninisme.

Nous répétons, qu'il s'agit ici seulement d'une présomption. Une autre possibilité, différente de la première, est aussi le coup qui devrait être porté contre les tentatives des nazis de produire une scission en Union Soviétique.

6. LES TACHES DU PARTI COMMUNISTE D'OPPOSITION

Etant donné que les partis communistes ne s'imposent pas comme tâche d'expliquer aux pays capitalistes le procès et ses précédents historiques, nous, le parti communiste d'opposition, devons assumer ce travail. Nous avons avant tout le devoir de lutter énergiquement pour que l'opposition contre la politique ultra-droite du Comintern, contre le front populaire, contre la paix bourgeoise ne soit pas confondue avec l'opposition de Trotsky-Zinoviev.

En outre nous pouvons ajouter que la fin lamentable de l'opposition de Trotsky-Zinoviev est la plus forte confirmation possible du point de vue que nous avons toujours soutenu, que l'opposition dans l'intérieur de l'U. S. est complètement injustifiée et à combattre, car dans ces questions la politique de Staline a été plus progressive que celle des opposants, car la direction staliniste a eu raison d'une façon définitive sur toutes les questions.

D'autre part, la développement du procès montre que la politique fausse du Comintern commence maintenant à avoir des conséquences négatives aussi en Union Soviétique.

16 septembre 1936.

Pédantisme et cynisme se mêlent ici !

Première explication : les aveux. Evidemment, « l'auto-inculpation » trouble la conscience des ouvriers. Comment des hommes formés à l'école du bolchevisme en sont-ils venus à « l'auto-inculpation » ? Cette question ne peut être véritablement résolue que par un examen du processus *social* de la dégénérescence des cadres du Parti communiste russe. Mais pour Brandler et Cie, il s'agit « d'une méthode d'humiliation qui est quelque chose de spécifiquement russe ». Et de citer Dostoïevsky, Gorki, etc. !... Cependant, Brandler et Thalheimer, paillassons de la bureaucratie de Manouïlsky et Munzenberg, peuvent se convaincre par *leur propre exemple*, que cette manie « d'auto-inculpation » a dépassé la terre russe. Dans son dernier discours au deuxième procès, Radek a déclaré qu'il « avouait » en partant de « *l'appréciation de l'utilité générale que cette vérité doit apporter* ». Il a ainsi jeté lui-même une vive lumière sur le processus qui fait de Radek, comme de Brandler, le bouc-émissaire : la soumission nonsincère aux soit-disant intérêts du parti, identifié avec la bureaucratie bonapartiste.

Deuxième argument. Il est vrai que « dans de nombreux détails on trouve des inexactitudes ». Mais « c'est tout a fait naturel, et cela n'empêche pas que « le noyau central soit fondé ». Autrement dit : il se peut que Sedov n'ait pas été à Copenhague, que David, Goltzmann et B. Yourin aient menti en « avouant » avoir reçu des directives de Trotsky à Copenhague, que les lettres d'instructions de Trotsky n'existent que dans l'imagination de Yagoda ou Jejov; il se peut que les « centres terroristes » n'aient pas existé; il doit être vrai que Piatakov n'a jamais rencontré Trotsky à Oslo; il se peut que Romm ait menti en parlant d'un rendez-vous avec Trotsky à Paris en juillet 1933; il se peut que Radek ait menti en parlant des soit-disant lettres reçues de Trotsky, — oui, tout cela est bien possible, mais, que voulez-vous, le « noyau central » est quand même vrai! Brandler et Thalheimer « reconnaissent » que le procès est monté sur des faux policiers et des invraisemblances — mais cela n'empêche pas que l'accusation est justifiée. Et pourquoi? Tout simplement — parce que les trotskystes ne reconnaissent pas la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Non, le cynisme bureaucratique n'est vraiment pas « spécifiquement russe » !

Nous rencontrons comme cela pas mal de chuchoteurs, amis de l'U. R. S. S., démocrates de la presse « la plus vénale du monde » et autres filous, qui vous glissent à l'oreille : évidemment, toute cette machination pue quelque peu la police — mais, que voulez-vous, ces trotskystes sont si désagréables! Que les canailles s'arrangent entre elles. Le prolétariat, lui, rejette avec dégoût ces procédés de Fouché, de Chiappe, de Goebbels et de Yagoda.

Troisième explication. Il n'y avait pas de témoins ? Mais c'est que la préparation des « actes de terreur se fait dans un cercle aussi réduit que possible ». Le malheur pour ces messieurs est qu'il n'y avait aucun cercle terroriste, ni large, ni réduit. Le seul « cercle », c'est celui que la Guépéou a préparé artificiellement en inculpant, dans le premier procès 41 (quarante et une) personnes, dont seize seulement parvinrent jusqu'au banc des accusés. Les avocats des assassins verront cette question complètement éclaircie dans le *Livre Rouge* sur le procès de Moscou, p. 49 et suivantes. A ces 41, il faut ajouter 9 hommes condamnés en 1935 avec Zinoviev et 78 autres internés au même moment, tous pour avoir pratiqué et connu le terrorisme. MM. les avocats ont aussi pu apprendre depuis, que 18 accusés ont été accusés au cours d'un deuxième procès, et qu'à ce procès, des dizaines d'autres hommes ont été mis en cause, comme « complices » de la terreur. Pour ne s'en tenir qu'à ces faits officiels, cela fait déjà *plus de* 200 *personnes* directement accusés de tremper dans le complot. Un cercle très étroit, comme on voit!

Quant aux « agents de la Guépéou qui éventèrent l'affaire », leur déposition était superflue, paraît-il. Le malheur est qu'aucun agent de la Guépéou « n'éventa l'affaire », pour la bonne raison que ce sont les accusés eux mêmes qui ont revélé leurs « crimes ».

Quatrième explication. Pourquoi le tribunal n'a-t-il pas établi en détail les modalités de temps, de lieu, etc... de l'activité terroriste des accusés (en particulier vis-à-vis de Kirov)? — C'est, voyez-vous, parce que Zinoviev et Kamenev, « comme grands hommes, laissaient l'exécution et ses détails à des collaborateurs plus modestes ». Mais si Zinoviev était si nonchalent dans les questions pratiques du terrorisme, pourquoi le tribunal ne s'est-il pas occupé, lui, des « collaborateurs plus modestes »? Mais Brandler et Thalheimer, en collaborateurs très modestes, eux, des agences d'empoisonnement staliniennes, n'ont pas pensé à tout : des collaborateurs modestes, il y en avait dans les accusés — les Holtzmann, Olberg, Fritz David et autres exécuteurs; alors, pourquoi le tribunal n'a-t-il pas cherché à établir avec eux les modalités de temps, de lieu, etc...?

Cinquième explication, aussi remarquable que les précédentes : puisque Zinoviev, Smirnov et autres étaient en prison depuis longtemps, comment ont-ils pu organiser la terreur? Tout simplement, parce que l'affaire avait été « mise en marche par eux avant leur entrée en prison ».

Cependant, MM. les avocats font ici trop de zèle. Vichinski lui même avait trouvé mieux : tout simplement il affirma dans son réquisitoire : « Je suis profondément convaincu que vous étiez au courant tout en étant détenu ». Vichinsky lit dans les cœurs. Mais Brandler et Thalheimer trouvent « l'explication » à l'usage de leur clique démoralisée et pourrie.

Sixième explication. Il n'y avait pas d'avocats? La raison en est que des « orateurs doués » comme Zinoviev et Kamenev étaient « plus compétents et plus capables de conduire leur affaire que n'importe quel défenseur ». En réalité, la question des avocats ne se pose pas sous l'angle du plus ou moins grand talent oratoire de l'accusé. *La question des défenseurs se pose du point de vue d'une intervention impartiale et loyale dans la comédie montée en secret entre la Guépéou et les auto-accusés.*

M. André Pierre, qui est plutôt dévoué à la diplomatie de Staline, écrivait ceci dans l'*Œuvre* (25-1-37) : « Ce qui est grave en U. R. S. S., comme dans tout pays de dictature, c'est que l'instruction judiciaire se poursuit dans *le secret absolu*... En Occident, en France, les inculpés ne parlent qu'en présence de leurs avocats, qui sont des hommes libres et non des fonctionnaires serviteurs zélés du régime. En U. R. S. S., l'opinion publique ne sait rien des interrogations, des dépositions, des enquêtes qui sont menées par le Commissariat de l'Intérieur, jusqu'au jour où un bref communiqué annonce : le procès va avoir lieu, « l'enquête a établi » que les inculpés sont coupables... Ces hommes ont-ils au début protesté contre leur arrestation, ont-ils discuté avec les juges d'instruction, ont-ils avoué telles choses et nié telles autres? On n'en saura jamais rien... ».

...On n'en saura jamais rien — tant que le prolétariat international ne se montrera pas capable d'imposer à la bureaucratie incontrôlée de Moscou *des défenseurs* — quelque soit leur talent oratoire.

Il n'en faut pas plus à MM. Brandler et Thalheimer pour laver les mains de Staline du sang de centaines et de milliers de vieux bolcheviks.

⁂

Voici maintenant le commentaire politique, qui mérite aussi toute l'attention de l'avant-garde révolutionnaire. Epuisés par leur effort d'imagination juridique, les deux compères se sont bornés à reproduire le premier réquisitoire de Vichinsky : la « dégénérescence trotskyste » conduit à la soif du pouvoir personnel, et de là au terrorisme individuel. Ils n'avaient malheureusement pas compté avec la suite. Un mois après l'exécution de Zinoviev, et tout au long du deuxième procès, Staline « démontra » que le but des trotskystes, c'était... la trahison, l'espionnage, le rétablissement du capitalisme et le déclanchement de la guerre. Pauvres gens; il va falloir écrire une deuxième circulaire aussi servile, après le deuxiàme réquisitoire de Vichinsky!

Alors, quel est le but politique du premier procès? Voici l'explication : C'est de frapper une opposition, qui se dessine en U. R. S. S. contre la politique « ultra-droite » de l'I. C., c'est-à-dire le soutien des démocraties bourgeoises, le Front Populaire, etc..., que les auteurs de la circulaire qualifient de *menchevisme.*

Il y a ici un grain de vérité. Mais voyez comme ce grain vient enrayer la belle démonstration précédente : *la défense de sa politique internationale menchevisme et contre-révolutionnaire oblige Staline à fusiller les bolcheviks, — mais néanmoins il faut « reconnaitre la culpabilité des accusés sans réserve », approuver Staline* et par conséquent se faire les défenseurs de cette politique!

Aussi, ces prostitués ne pouvaient mieux définir leur tâche qu'ils ne l'ont fait eux-mêmes dans le paragraphe final : « Etant donné que les partis communistes ne s'imposent pas comme tâche d'expliquer aux pays capitalistes le procès et ses précédents historiques, nous, le parti communiste d'opposition, devons assumer ce travail ».

Quant aux *précédents historiques,* les voici: Brandler et Thalheimer ont été les responsables principaux de l'échec de la révolution allemande de 1923. Depuis cette époque il n'ont cessé d'être l'ombre maugréante et vraiment plate, mais l'ombre tout de même, de la politique de Staline, et de Boukharine. En 1926-27, ils approuvèrent entièrement la politique chinoise de l'I. C., qui conduisit à l'étranglement de la révolution. En 1932, avant la prise du pouvoir par Hitler, ils combattaient Thaelman non de la gauche, mais de la droite. Aujourd'hui, ils continuent à végéter dans l'orbite moral de Staline. Pour parfaire leur figure politique, il ne leur reste plus qu'à voter bientôt des deux mains — l'assassinat de Boukharine.

P. NAVILLE.

15 janvier 1937.

La vie et la mort de Paul Lafargue

A propos du 25e Anniversaire de la mort de Paul et Laura Lafargue

La mémoire de Paul Lafargue n'a pas de chance. Le triomphe du jaurésisme, *de l'opportunisme, dans le socialisme français d'avant* 1914 *avait presque effacé l'influence de Guesde. L'enseignement de Lafargue, lui aussi, demeurait dans l'ombre. Sa mort, en* 1911, *reveilla un instant l'intérêt pour son œuvre. Ensuite, l'effondrement de la IIe Internationale, puis la poussée irrésistible et la puissante domination du marxisme russe (bolchevisme) le maintinrent encore dans l'oubli. Les jeunes générations du mouvement ouvrier ignoraient son activité de propagandiste et de polémiste, et le contenu même de son œuvre. Quelques familiers des bibliothèques, seuls, recueillaient dévotement ses livres et ses brochures.*

Il fallut vingt-cinq ans pour que l'intérêt renaquit, pour qu'une partie de ses ouvrages fussent remis à la portée des ouvriers français. En 1921, l'Humanité *avait réédité* Le droit à la paresse. *Actuellement, nous disposons de deux volumes qui déjà retracent la figure de Lafargue :* Paul Lafargue, théoricien du marxisme. *Textes choisis par J. Varlet (pseudonyme de feu Robert Alloyer), et* Critiques Littéraires, *de P. Lafargue* (1). *Quelle brillante résurrection !*

(1) Notons que ces deux volumes, publiés par les éditeurs du P. C., ne comportent aucune des références d'usage à Staline. C'est un avantage appréciable.

La classe ouvrière française est intoxiquée par le jaurésisme. Chez Jaurès, les dons magnifiques de l'orateur et du polémiste emportaient l'assentiment, malgré l'inconsistance de la pensée. Aujourd'hui, les raisons pour lesquelles le jaurésisme brassait si largement les sentiments de la foule ouvrière pour faire lever le social-patriotisme de 1914, *sont bien claires. Cependant Guesde et Vaillant finissaient par suivre le même courant et on ne peut affirmer que Lafargue, malgré des affirmations contraires, n'aurait pas, lui aussi, sacrifié l'internationalisme à la sauvegarde illusoire des « conquêtes » de* 1789.

Cependant, chez Jaurès, tout semble aujourd'hui caduc. Les Blum et les Paul Faure, secondés aujourd'hui par Vaillant-Couturier, Cachin et Cie s'éfforcent bien de remettre à la mode Jaurès dans la classe ouvrière. Malgré cela, tout ce qui faisait la résonnance de Jaurès avant la guerre de 1914-18 *fait aujourd'hui son irrémédiable faiblesse : le patriotisme humanitaire et libéral, le réformisme, l'idéalisme du progrès — tout cela est factice au milieu des convulsions énormes de la lutte de classes actuelle.*

Or, chez Lafargue, il y avait des accents plus âpres, une vue, aiguisée au contact direct de Marx, plus révolutionnaire, des crises sociales, une plus juste compréhension du processus de rejet du système capitaliste par la violence des masses. Il y avait surtout, servie par

un style éblouissant, une dénonciation permanente des mystères de l'économie, de la politique, de la morale et de l'intelligence de la bourgeoisie démocratique, qui fait aujourd'hui pour nous tout son prix. C'est pourquoi, par ces temps de Front Populaire, c'est-à-dire de prostitution des chefs ouvriers à la bourgeoisie démocratique, la commémoration de la mort de Paul et Laura Lafargue prend plutôt une signification inattendue chez ses auteurs.

Toute la presse du Front Populaire, qui a consacré à Lafargue des pages et des pages, a surtout insisté sur ses côtés les moins saillants, sur ce qui le rapprochait de Jaurès, c'est-à-dire au fond, sur ce qui faisait la faiblesse même du mouvement ouvrier français avant 1914. *On a cité complaisamment son action contre le grand patronat affameur et fusilleur, celui de Draveil et de Fourmies; mais on a oublié qu'en maints circonstances, Lafargue avait aussi clairement dénoncé le social-patriotisme. Au Congrès de Nancy du Parti socialiste, en* 1907, *Lafargue déclarait :*

« Les socialistes ont profité des leçons d'antipatriotisme que leur ont données la classe bourgeoise : il y a plus d'un demi-siècle que le *Manifeste Communiste* de Marx et d'Engels déclarait que les ouvriers n'ont pas de patrie, parce qu'ils sont traités pires que des ennemis étrangers par la classe bourgeoise et la classe régnante : aussi les socialistes des deux mondes ont renié le drapeau de leur nation pour arborer le drapeau rouge. Le drapeau rouge que les bourgeois révolutionnaires de 89 décretèrent devoir être déployé lorsqu'on commandait une charge contre le peuple et qu'ils teignirent en 1791 dans le sang populaire, est devenu le drapeau de la classe ouvrière, le drapeau international de la révolution.

« L'antipatriotisme des socialistes n'est pas une fantaisie passagère, comme l'amour des bourgeois d'avant 1870 pour la paix universelle et pour les Etats-Unis d'Europe; il est une idée nécessaire, fatale, qui provient des conditions économiques dans lesquelles vit, travaille et souffre la classe ouvrière. Les prolétaires ne possèdent pas un pouce de territoire, ni un engrenage des machines du pays dans lequel ils sont nés; cependant le mot patrie porte avec lui l'idée de propriété de la terre natale, de *patrimoine;* dans les langues allemande et anglaise, l'idée s'affirme clairement, car patrie se dit *terre du père :* dans les Républiques antiques de l'Italie et de la Grèce, il était si nécessaire, pour avoir une patrie, d'être propriétaire de son sol, qu'un ne confiait pas la défense de la patrie aux prolétaires, mais aux hommes qui possédaient le sol de la patrie. Les esclaves, les artisans et les boutiquiers, qui n'étaient pas des propriétaires fonciers, n'avaient pas le droit de défendre la patrie; ils n'avaient pas de patrie. Quand, en des moments d'extrême péril, les républiques d'Athènes et de Sparte armèrent les esclaves et les ilotes pour la défense de la patrie, ils commencèrent par les affranchir et par les rendre propriétaires du sol qu'ils devaient défendre. C'est ce que firent les révolutionnaires de 1793, quand ils enrôlèrent les ouvriers en masses sur les places publiques, où se dressait l'autel de la patrie; avant de les expédier à la frontière, ils les rendirent propriétaires en leur promettant un milliard de biens de la noblesse. C'était une promesse bourgeoise, elle ne fut pas tenue. La bourgeoisie a commencé sa banqueroute politique le jour même de sa prise du pouvoir social. Il est donc impossible au socialiste d'être patriote et militariste. »

Voilà le meilleur Lafargue, et combien actuel !

Le volume de Critiques Littéraires *qui vient d'être publié représente aussi un excellent antidote à cette littérature insexuée qui prétend «défendre la culture » en* 1936 *sous le knout de la Guepéou et du 2e Bureau français, et se prosterne pour cela devant les idoles renouvelées de* 1848. *Lafargue y dénonce vertement le culte politique de Hugo, de Daudet, partiellement de Zola. Il ne cache pas la grande qualité littéraire de ces écrivains mais remet à sa place l'exploitation et l'usage social qui en est fait : consoler l'opprimé, embellir l'enfer...*

⁂

Lafargue aimait avant tout la vérité. Et cependant, pour le faire connaître aux masses, la presse du Front Populaire a tout simplement passé sous silence la vérité sur sa mort. *Les jeunes lecteurs de l'*Humanité *et du* Populaire, *ne sauront pas que* Paul et Laura Lafargue se sont suicidés, *ensemble, le* 26 *novembre* 1911, *sains de corps et d'esprit. Paul Lafargue avait rédigé avant de se tuer une lettre que nous reproduisons plus bas.*

Le suicide de Lafargue souleva des discussions passionnées dans le mouvement socialiste, après 1911. *Mais, dans cette question aussi, l'examen vaut mieux que le silence honteux. Lafargue s'est volontairement tué, à l'âge de* 70 *ans, le principal de ses forces étant épuisées, avant, dit-il, que l'impitoyable vieillesse « ne paralyse mon énergie et ne brise ma volonté ».*

Son exemple fut suivi, en 1927, *par un des chefs communistes russes,* A. Joffé, *traqué comme oppositionnel et réduit à l'impuissance par de graves maladies et infirmités. Dans la lettre qu'il écrivit, avant de se tuer, à Trotsky, Joffé écrit :*

« Adolescent encore vert quand le suicide de tant de bruit dans les partis socialistes, j'ai Paul Lafargue et de sa femme Laura Marx fit défendu fermement la justesse de leur conduite et j'ai, il m'en souvient, âprement répliqué à Auguste Bebel, très révolté de ce suicide, que si l'on peut disputer quand à l'âge choisi par les Lafargue (car il ne s'agit pas ici des années, mais de l'utilité possible de l'individu), on ne peut en aucun cas contester le principe, pour un homme public, de quitter la vie au moment ou il a conscience de ne plus pouvoir être utile à la cause qu'il a servie. »

C'est que Joffé, comme Lafargue, a quitté la vie plein d'espoir dans la cause qu'il avait défendue toute sa vie, regrettant seulement de manquer de forces pour continuer à la défendre...

Mais tout autre fut le cas de Roger Salengro. *Et c'est là qu'il faut chercher la raison du silence de la presse du Front Populaire. Aucun journaliste ne tenta de rapprocher le nom de Lafargue ou de Joffé du nom de Salengro. Par contre, on passa sous silence la façon dont Paul et Laura Lafargue avaient quitté la vie. C'est que le suicide de Salengro fut en réalité un moyen d'abandonner la lutte et de se soustraire aux responsabilités. Si Salengro fut une victime, c'est à sa propre défaillance qu'il s'immola. Les réalités du pouvoir capitaliste, que Salengro exerçait au Ministère de l'Intérieur, avaient usé ses nerfs et sa confiance; sa besogne de liquidateur des grèves, de conciliateur des luttes au profit de la bourgeoisie, l'avaient discrédité à ses propres yeux; sincère social-patriote, la presse fasciste le qualifiait de déserteur, de traitre. Dans ses conceptions réformistes aux abois, Salengro ne trouvait plus d'issue. Il abandonna la lutte.*

Lafargue lui aussi, connut la haine et la calomnie de la réaction. Mais toute sa vie, il leur tint tête, et leur porta les coups les plus rudes. Et lorsque l'âge eut terni l'éclat de ses armes, il se souvint de ce qu'Engels écrivit après la mort de Marx : « ...vivre avec tant de travaux inachevés devant soi et éprouver le supplice de Tantale a la pensée de l'impossibilité de les mener à bout, eut été pour lui mille fois plus pénible que la mort douce qui l'a surpris. »

⁂

Pour ce vingt-cinquième anniversaire de la mort de Paul et Laura Lafargue, nous reproduisons les principaux discours prononcés lors des obsèques, tels qu'ils sont reproduits dans l'Humanité du 4 *décembre* 1911.

DISCOURS DU CITOYEN DUBREUILH

« Dubreuilh au nom de la C. A. P. adresse un dernier salut aux deux camarades disparus : Il n'y a pas quinze jours, dit-il, que Lafargue assistait encore aux délibérations du Parti, aussi alerte et jeune que jamais. Sa disparition a donc surpris tous ses camarades comme un coup de foudre. Surprise douloureuse, car il n'était pas un seul membre du C. A. P. qui ne l'aimât non seulement comme un compagnon de lutte, mais encore comme un ami et un frère aîné. Ce que nous aimions et respections en lui c'était le pionnier de la première heure qui avait payé de sa personne, quand les socialistes n'étaient encore qu'une poignée, objet de risée ou d'opprobre. C'était le penseur et l'écrivain qui avait répandu en France les notions du socialisme moderne avec Vaillant, avec Guesde, et fourni ainsi au prolétariat la possibilité de constituer sur des bases théoriques indestructibles un parti de classe, son parti, nettement opposé à tous les partis de la bourgeoisie. Mais c'était l'homme aussi, l'homme tout court que nous aimions parce qu'il était simple ,généreux, et bon. Il pouvait se tromper comme chacun de nous. Il pouvait par hasard se laisser entraîner par la fougue de son tempérament à des jugements passionnés; mais sa bonne foi, même dans ces occasions, ne faisait doute pour personne. C'est que du socialisme il n'attendait rien. Sa seule ambition était de le servir de son mieux et de hâter le jour de sa victoire. Cet attachement que nous professions pour Paul Lafargue nous l'étendions naturellement à la citoyenne Lafargue. Cette dernière certains d'entre nous la connaissaient personnellement et avaient pu apprécier toutes les qualités de son intelligence et de son cœur. Mais ceux mêmes qui ne l'avaient pas fréquentée n'ignoraient pas qu'elle était la digne fille de Karl Marx, fille non seulement selon la chair, mais selon l'esprit et la plus noble compagne qu'un militant socialiste puisse souhaiter à ses côtés... C'est cette vie qui nous doit à tous servir d'exemple pour lutter, pour combattre et hâter la réalisation du grand idéal communiste qui fut le leur et qu'ils ont confessé jusqu'à leur dernier soupir. »

DISCOURS DU CITOYEN KAUTSKY

« Le citoyen Karl Kautsky, le grand théoricien de la social-démocratie allemande et directeur de la *Neue Zeit,* prend la parole : La dernière fois que j'ai eu l'occasion de causer avec Lafargue, c'était à Berlin, où il était venu pour rendre les dernier honneurs à Liebknecht et pour apporter au prolétariat allemand les condoléances du prolétariat français. Aujourd'hui, c'est sur moi que pèse le triste devoir d'exprimer au nom du prolétariat allemand la douleur que nous a causé la mort de Paul et Laura Lafargue, mort qui représente une grande perte non seulement pour le socialisme français, mais aussi pour le socialisme du monde entier. Je ne veux pas insister sur la perte que personnellement j'ai subie par la disparition d'un ami irremplaçable. Si amère qu'elle soit, cette perte ne compte presque pas en présence de ce que le prolétariat international a perdu en Paul et Laura Lafargue. D'abord parce que chaque perte que le socialisme français subit touche de trop près le socialisme international. Mais si nous autres allemands sentions plus profondément le départ de nos amis, si la journée d'aujourd'hui représente une journée à cause de la sympathie qu'ils ressentent envers leurs camarades français, mais aussi par le sentiment profond d'avoir perdu un ami et un maître, qui a contribué à former la pensée du prolétariat allemand avec non moins de force qu'il l'a fait pour le prolétariat anglais. On dit souvent en France que le marxisme est un produit spécifiquement allemand et qu'il a été implanté en France d'une façon artificielle. C'est une grau-

de erreur. Le marxisme est un produit international, car ses fondateurs, Karl Marx et Fr. Engels, étaient imbus de la culture et de la science anglaises et françaises autant que de science allemande. Et le disciple des deux grands maîtres, celui qui, le premier, a saisi le marxisme dans son ensemble, c'est-à-dire tant au point de vue économique qu'au point de vue philosophique, celui-là a été Paul Lafargue. Quant à Laura Lafargue nous la regrettons aussi profondément non seulement parce qu'elle était la fille de notre grand maître Karl Marx, mais aussi parce qu'elle était un esprit très éclairé et une haute intelligence. Elle a collaboré avec son mari d'une façon si assidue qu'elle est arrivée à se pénétrer de sa propre pensée. Ainsi les deux époux sont arrivés à une unité de sentiment et de pensée qui les a rendus inséparables dans la mort, comme ils furent inséparables dans la vie. Si nous voulons rester fidèle à la mémoire de Paul et Laura Lafargue nous ne devons pas avoir en vue le dépérissement de l'existence, mais la plénitude de la vie au service de la grande cause à laquelle ils se sont dévoués. Ainsi je ne veux pas terminer sur une plainte, mais sur un cri de triomphe, avec le cri qui fut le dernier mot que Lafargue nous a adressé: Vive le communisme! Vive le socialisme révolutionnaire! ».

DISCOURS DU CITOYEN ANSEELE

Le citoyen Anseele, député au parlement belge, fait au nom du Bureau Socialiste International une vigoureuse apologie des deux disparus :

« Au nom du Bureau Socialiste International je viens dire le suprême adieu au vaillant lutteur que fut notre cher camarade Lafargue et à sa digne et courageuse épouse... Il est mort comme il a vécu. Delescluse montant simplement à la barricade qu'il savait devoir être son tombeau, avait au cœur le désespoir d'un écrasement prolétarien. Engels exigeant que ses cendres fussent mêlées aux flots et par eux à l'infinité de l'univers mourut d'une mort naturelle sur un lit de douleur. Lui, Lafargue meurt de sa propre main, de sa volonté calme et ferme, tout vibrant d'enthousiasme devant le beau spectacle du monde nouveau, prolétarien et socialiste, se levant triomphant à l'horizon de la société moderne. Vous, Lafargue, qui étiez des temps héroïques où tout devait être créé au point de vue organisation ouvrière socialiste ou le moindre droit ouvrier devait être arraché à la bourgeoisie vous pouvez disparaître, mais jamais nous ne pourront vous oublier. Vos actes, vos œuvres et vos livres sont là comme le monument impérissable de votre savoir, de votre esprit et de votre amour prolétarien. Au nom de l'Internationale Ouvrière salut à vous qui fûtes à son berceau! ».

DISCOURS DU CITOYEN JAURES

« C'est la force et l'honneur de notre Parti qu'étant liés par la grande idée socialiste toutes les petites divergences personnelles, tous les conflits de tempérament et de tendances s'absorbent dans la communauté d'une pensée supérieure. Lafargue avec les vivacités de son tempérament, avec les soudainetés de ses colères, ou de ses ironies, était toujours ramené vers l'action centrale du Parti par son dévouement, par un idéalisme permanent et incomparable, par une passion fervente d'unité socialiste. Toujours il a voulu le groupement de toutes les forces socialistes, syndicales, coopératives. Et dans cette unité où il se fondait lui-même, il savait garder la spontanéité de sa nature, l'originalité de son esprit. Il avait une grande vision communiste de l'avenir humain. Il était convaincu que par l'organisation du travail, grâce au progrès de la science appropiée au travail, la surabondance des produits permettrait d'effacer la limite des égoïsmes misérables et que tous les hommes pourraient alors jouir ensemble de tous les bienfaits de la nature en la dominant. Il imaginait une culture supérieure qui est aux antipodes du nationalisme qui veut que chaque pays s'isole et produise pour son propre compte. Il écartait cette conception de Kropotkine de chaque peuple produisant toutes les choses dont il a besoin. Selon lui par une distribution méthodique des travaux et des tâches chaque produit pourrait être obtenu au plus haut degré sous le climat qui lui convient le mieux. Ici les immenses plaines à blé, ailleurs au cœur même de la vieille Europe les vastes prairies illimitées. Ailleurs tout l'énorme effort de la production industrielle. Lafargue avait hérité de la pensée des philosophes français du 18e siècle. Comme eux au moment même ou ils pensaient qu'ils allaient déchaîner vers l'avenir des forces formidables, Lafargue associait dans sa pensée la nécessité d'une culture supérieure et le reveil des forces profondes et simples de la nature. Voilà sa pensée et en même temps il travaillait à l'œuvre de chaque jour, à l'œuvre de chaque minute comme l'a dit Vaillant... ».

DISCOURS DU CITOYEN LENINE

Le citoyen Lénine, du Parti social-démocrate russe vient saluer les deux militants du socialisme international :

«Bien avant notre révolution, pendant la période qui la précéda et la prépara, nos prolétaires conscients, nos social-démocrates avaient appris à considérer Lafargue comme un des plus grands et des plus profonds propagateurs des idées marxistes. Ces idées si brillamment confirmées par toute notre expérience de la lutte des classes pendant la révolution et pendant la contre-révolution en Russie, furent le drapeau autour duquel, se pressa en rangs serrés cette avant-garde du prolétariat russe, qui sut porter de grands coups à l'absolutisme et sut défendre la cause du socialisme, de la révolution et de la démocratie, malgré l'indécision et les fluctations de la bourgeoisie libérale. »

LE CORTEGE

Les funérailles eurent lieu le 3 décembre 1911. 20.000 personnes y assistèrent. Les discours furent prononcés au Columbarium. En dehors de ceux cités, parlèrent encore : *Bracke* au nom de Guesde empêché par la maladie, et *Ed. Vaillant*. Tous deux tracent un rapide historique de l'activité des Lafargue. Bracke insiste particulièrement sur le principe de la lutte des classes, base de toute l'idéologie de Lafargue. *Keir Hardie*, au nom des anglais, fait allusion à la situation internationale tendue, et lance un appel à la paix. *Roubanovitch*, au nom du P. S. R. russe, *Kollontaï*, au nom du bureau étranger du Parti social-démocrate de Russie, *Ghesquière*, député du Nord, fédération que Lafargue avait représenté à la Chambre.

Le cortège part de la rue Dupetit-Thouars, passe par la rue du Temple, la place de la République, l'avenue de la République, jusqu'au Père-Lachaise.

DERNIERE LETTRE DE PAUL LAFARGUE

« Sain de corps et d'esprit, je me tue avant que l'impitoyable vieillesse qui m'enlève un à un les plaisirs et les joies de l'existence, et qui me dépouille de mes forces physiques et intellectuelles, ne paralyse mon énergie et ne brise ma volonté, et ne fasse de moi une charge à moi-même et aux autres.

Depuis des années je me suis promis de ne pas dépasser les 70 ans; j'ai fixé l'époque de l'année pour mon départ de la vie, et j'ai préparé le mode d'exécution de ma résolution : une injection hypodermique d'acide cyanhydrique.

Je meurs avec la joie suprême d'avoir la certitude que, dans un avenir prochain, la cause à laquelle je me suis dévoué depuis 45 ans triomphera.

Vive le communisme !

Vive le socialisme international !

PAUL LAFARGUE. »

Bonapartisme bourgeois et bonapartisme soviétique

Cet article a été écrit peu de temps après la brochure *L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme* (datée du 1er février 1935), dans laquelle Trotsky étendait la notion de bonapartisme à l'Etat soviétique. Il fut écrit pour répondre aux critiques que l'extension de cette notion soulevait de différents côtés. Il a paru en russe dans le N° 43 du *Bulletin de l'Opposition*.

Le Traducteur.

Certains critiques nous font grief de faire du terme de *bonapartisme* un emploi trop large et trop divers. Ces critiques ne remarquent pas qu'il en est de même avec l'emploi d'autres termes du vocabulaire politique, tels que « démocratie », « dictature », sans même parler d'« Etat », de « société », de « gouvernement », etc... On parle de la démocratie antique (qui reposait sur l'esclavage), de la démocratie des corporations médiévales, de la démocratie bourgeoise, de la démocratie prolétarienne (au sens d'Etat), aussi de la démocratie à l'intérieur des partis, des syndicats, des corporations, etc., etc... Le marxisme ne peut renoncer à de telles notions stables, conservatrices, et ne peut se refuser à les appliquer à des phénomènes nouveaux : sans cela la transmission de la pensée humaine serait en général impossible. Mais le marxisme est tenu, sous peine d'erreur, de définir chaque fois le contenu social de la notion et le sens de son évolution. Rappelons que Marx et Engels ont qualifié de bonapartisme non seulement le régime de Napoléon III, mais aussi celui de Bismarck. Le 12 avril 1890, Engels écrivait à Sorge : « *Tout* gouvernement actuel devient, *nolens volens*, bonapartisme ». Ce fut plus ou moins vrai alors pour une longue période de crise agraire et de dépression industrielle. Le nouvel essor du capitalisme à partir de 1895 environ affaiblit les tendances bonapartistes, le déclin du capitalisme après la guerre les renforça extrêmement...

Dans son *Histoire de la Grande révolution russe*, Tchernov rapporte des déclaration de Lénine et de Trotsky présentant le régime de Kérenski comme un embryon de bonapartisme, et, rejetant cette qualification, il note sur un ton sententieux : « Le bonapartisme prend son envolée avec les ailes de la gloire ». Cette « envolée » théorique est tout à fait dans la manière de Tchernov. Mais Marx, Engels, Lénine ont défini le bonapartisme non pas par des ailes, mais par un rapport spécifique des classes.

Par bonapartisme, nous entendons un régime où la classe économiquement dominante, apte aux méthodes démocratiques de gouvernement, se trouve contrainte, afin de sauvegarder ce qu'elle possède, de tolérer au-dessus d'elle le commandement incontrôlé d'un appareil militaire et policier, d'un « sauveur » couronné. Une semblable situation se crée dans les périodes où les contradictions des classes sont devenues particulièrement aiguës : le

bonapartisme a pour but d'empêcher l'explosion. La société bourgeoise a traversé plus d'une fois de telles périodes, mais cela n'a été pour ainsi dire que des répétitions. Le déclin actuel du capitalisme a non seulement définitivement sapé la démocratie, mais a aussi dévoilé toute l'insuffisance du bonapartisme de l'ancien type : à sa place est venu le fascisme. Cependant, comme un pont entre la démocratie et le fascisme (en Russie, en 1917, comme un « pont » entre la démocratie et le bolchévisme) apparaît un « régime personnel », qui s'élève au-dessus de la démocratie, louvoie entre les deux camps et sauvegarde en même temps les intérêts de la classe dominante : il suffit de donner cette définition pour que le terme de *bonapartisme* soit pleinement fondé.

Nous constatons, en tout cas, que :

1° Aucun de nos critiques ne s'est donné la peine de faire apparaître le caractère spécifique des gouvernements pré-fascistes, Giolitti et Facta en Italie, Brüning, Papen et Schleicher en Allemagne, Dollfuss en Autriche, Doumergue et Flandin en France;

2° Personne n'a proposé jusqu'à maintenant d'autre terme. Quant à nous, nous n'en voyons nullement le besoin : le terme de Marx, d'Engels, de Lénine nous satisfait pleinement.

⁂

Pourquoi insistons-nous sur cette question ? Parce qu'elle a une importance colossale, aussi bien théorique que politique. On peut dire que dès le moment où le conflit des classes séparées en deux camps hostiles élève l'axe du pouvoir au-dessus du Parlement, s'ouvre officiellement dans le pays une période pré-révolutionnaire (ou pré-fasciste). Ainsi, le bonapartisme caractérise la dernière période au cours de laquelle l'avant-garde prolétarienne peut prendre son élan pour s'élancer à la conquête du pouvoir. Ne comprenant pas la nature du régime bonapartisme, les staliniste sont conduits à donner le diagnostic suivant : « Il n'y a pas de situation *révolutionnaire* ». Et ils passent à côté d'une situation *pré*-révolutionnaire.

⁂

La chose se complique quand nous employons le terme de *bonapartisme* pour le régime de Staline, et que nous parlons de « bonapartisme soviétique ». « Non, s'écrient nos critiques, vous avez trop de « bonapartisme », le mot devient extensible de façon inadmissible », etc. Habituellement, on fait des objections de ce genre, abstraites, formelles, grammaticales, lorsqu'on n'a rien à dire sur le fond.

Sans aucun doute, ni Marx, ni Engels, ni Lénine n'ont employé le terme de bonapartisme pour un Etat ouvrier; rien d'étonnant à cela, ils n'en ont pas eu l'occasion (que Lénine n'ait nullement hésité à employer, avec les réserves nécessaires, pour l'Etat ouvrier des termes usités pour le régime bourgeois, c'est ce dont témoigne, par exemple, son expression de « capitalisme d'Etat soviétique »). Mais que faire dans les cas où les bons vieux livres ne donnent pas les indications nécessaires ? Il faut tâcher de s'en tirer avec sa propre tête.

Que signifie le « régime personnel » de Staline et où prend-il son origine ? Il est, en dernière analyse, le produit d'une vive lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie. A l'aide de l'appareil bureaucratique et policier, le pouvoir du « sauveur » du peuple et de l'arbitre de la bureaucratie, en tant que caste dirigeante, s'est élevé au-dessus de la démocratie *soviétique*, la réduisant à sa propre ombre. La fonction objective du « sauveur » est de sauvegarder les nouvelles formes de propriété, en usurpant la fonction politique de la classe dominante. Est-ce que cette *caractéristique précise du régime socialiste* n'est pas en même temps la *définition sociologique scientifique du bonapartisme ?*

La valeur incomparable du terme est de permettre de découvrir d'un coup des rapprochements historiques extrêmement instructifs et de déterminer ce qui forme leurs racines sociales. Il apparaît ceci : l'offensive des forces plébéiennes ou prolétariennes contre la bourgeoisie dirigeante et de même l'offensive des forces bourgeoises ou petites-bourgeoises contre le prolétariat dirigeant peuvent aboutir à des régimes politiques tout à fait analogues (symétriques). Tel est le fait incontestable que le terme de bonapartisme permet, on ne peut mieux, de faire apparaître.

⁂

Lorsque Engels écrivait que « *tout* gouvernement actuel devient, *nolens volens*, bonapartiste », il n'avait en vue, assurément, que la tendance du développement. Dans ce domaine, comme ailleurs, la quantité se change en qualité. Toute démocratie bourgeoise porte des traits du bonapartisme. On peut aussi, à juste titre, découvrir des éléments de bonapartisme dans le régime soviétique avant Staline. Mais l'art de la pensée scientifique est de déterminer où précisément la quantité se change en une qualité nouvelle. A l'époque de Lénine, le bonapartisme soviétique était une *possibilité*; à l'époque de Staline, il est devenu une *réalité*.

Le terme de *bonapartisme* déroute une pensée naïve (à la Tchernov), car il évoque à la mémoire le modèle historique de Napoléon. de même que le terme de césarisme évoque le modèle de Jules César. En fait, ces deux termes se sont depuis longtemps détachés des figures historiques qui leur ont donné leur nom. Quand nous parlons de *bonapartisme*, sans déterminatif, nous avons en vue non pas l'analogie historique, mais la définition sociologique. Ainsi, le terme de *chauvinisme* a un caractère aussi général que celui de *nationalisme*, quoique le premier mot vienne du nom du bourgeois français Chauvin et le second de *nation*.

Cependant, dans *certains* cas, en parlant de bonapartisme, nous avons en vue un rapprochement historique plus concret. Ainsi, le régime de Staline, qui représente la traduction du bonapartisme dans le langage de l'Etat soviétique, révèle en même temps un certain nombre de traits *supplémentaires* de ressemblance avec le régime du Consulat (ou de l'Empire, mais sans couronne encore), et ce n'est pas par hasard : ces deux régimes sont venus à la suite de grandes révolutions et en ont été les usurpateurs.

Nous voyons qu'un emploi correct, c'est-à-dire dialectique, du terme de bonapartisme non seulement ne nous conduit pas au schématisme, cet ulcère de la pensée, mais au contraire permet de caractériser les phénomènes qui nous intéressent d'une façon aussi concrète qu'il est nécessaire, le phénomène n'étant pas pris isolément, comme « unique », mais en liaison historique avec de nombreux autres phénomènes liés à lui. Que peut-on réclamer de plus d'un terme scientifique ?

L. TROTSKY.

Qu'est-ce que l'objectivité historique ?

Réponse à certaines critiques de l'Histoire de la Révolution Russe

Chaque homme assimile des aliments et oxygène son sang. Mais chacun ne se met pas à écrire un traité sur la digestion et la circulation. Il n'en est pas de même avec les sciences sociales. Chacun vivant dans les conditions du marché et dans le processus historique en général, on croit que le bon sens suffit pour s'occuper de sujets économiques et surtout historico-philosophiques. D'ordinaire, on exige uniquement d'un travail historique de l' « objectivité ». Ce qui porte cette dénomination pompeuse dans le langage du bon sens n'a, en fait, rien de commun avec l'objectivité scientifique.

Le philistin, surtout s'il est éloigné de l'arène de la lutte dans l'espace et le temps, se croit au-dessus des camps en confliit, ne serait-ce que parce qu'il n'en comprend aucun. Il prend sincèrement sa cécité devant le travail des forces historiques pour l'impartialité suprême, de même qu'il a coutume de croire qu'il est, lui, la mesure normale des choses. C'est avec cette méthode qu'on a trop écrit de travaux historiques, indépendamment de leur valeur documentaire. Emousser les angles vifs, répartir également la lumière et les ombres, moraliser sur un ton conciliant, en masquant scrupuleusement les sympathies politiques de l'auteur, voilà ce qui assure sans peine à un travail historique une haute réputation d'« objectivité ».

Si l'objet de la recherche est un phénomène qui se concilie aussi mal avec le bon sens que la révolution, l' « objectivité » historique dicte par avance ses conclusions immuables : la clause dse secousses réside dans le fait que les conservateurs étaient trop conservateurs, les révolutionnaires trop révolutionnaires; ces excès historiques qui s'appellent guerre civile peuvent être évités à l'avenir si les propriétaires sont plus généreux et les affamés plus modérés. Un livre qui suit de telles tendances a une bonne influence sur les nerfs, surtout à une époque de crise mondiale.

Ce qu'exige la science, et ce que ne fait pas l' « objectivité » du philistin de cabinet, c'est en réalité de découvrir le *déterminisme social* des événements historiques, qu'ils soient agréables ou non pour les nerfs. L'histoire n'est pas un champ clos où se mesurent les documents et les règles de la morale. L'histoire est une science, non moins objective que la physiologie. Elle exige non pas une « impartialité » hypocrite, mais une méthode scientifique. On peut adopter ou rejeter la dialectique matérialiste en tant que méthode de science historique; mais il faut régler ses comptes avec elles. L'objectivité historique peut et doit être incluse dans la méthode même. Si l'auteur n'a pas mené à bien l'application de cette méthode, il faut montrer en quoi précisément.

Dans *L'Histoire*, j'ai tenté de partir non pas de mes sympathies politiques, mais du fondement matériel de la société. J'ai pris la révolution comme le processus, conditionné par tout le passé, d'une lutte implacable des classes pour le pouvoir. Au centre de mon attention se sont placées les modifications dans la conscience des classes qui se produisent sous l'action du rythme fébrile de la lutte de celles-ci. Je n'ai pas pris les partis et les hommes politiques autrement qu'à la lumière des modifications et des heurts que subissent les masses. Quatre processus parallèles, conditionnés par la structure sociale du pays, ont créé sur ce fond tout l'exposé : l'évolution de la conscience du prolétariat de février à octobre; le changement d'état d'esprit dans l'armée, la croissance de la révolte paysanne; l'éveil et le soulèvement des nationalités opprimées. Faire apparaître la dialectique de la conscience des

masses déplacées de leur équilibre signifiait aussi pour l'auteur donner la clef qui permettât de pénétrer le plus directement et le plus intimement dans tous les événements de la révolution.

Une production littéraire est « vraie », faite avec art, quand les relations réciproques entre les héros se déroulent non pas selon le bon plaisir de l'auteur, mais selon les tendances que renferment les caractères des personnages et leur situation. La connaissance scientifique diffère beaucoup de la connaissance artistique. Elles ont cependant des traits communs, déterminés par la dépendance qui existe entre la représentation et l'objet représenté. Une production historique est scientifique, quand les faits se lient dans tout un processus qui, comme la vie, se développe suivant ses lois internes.

Les classes fondamentales de la Russie sont-elles fidèlement dessinées ? Ces classes parlent-elles, à travers leurs partis et leurs hommes politiques, le langage qui leur est propre ? Les événements s'insèrent-ils — naturellement, sans violence — dans le substratum social, c'est-à-dire dans la lutte des forces vives de l'histoire ? La conception générale de la révolution n'entre-t-elle pas en conflit avec les faits de la vie ? Je dois reconnaître avec gratitude que c'est sous l'angle de ces critères véritablement objectifs, c'est-à-dire scientifiques, que bon nombre de critiques ont abordé mon ouvrage. Leurs remarques critiques peuvent être justes ou non, mais elles sont en majorité fécondes.

Fait qui n'est nullement un hasard, ce sont précisément les critiques, selon lesquels l' « objectivité » ferait défaut, qui passent complètement à côté des problèmes du déterminisme historique. Ils se plaignent au fond de l' « injustice » de l'auteur pour ses adversaires, comme s'il s'agissait non pas d'une investigation scientifique, mais du livret d'un écolier avec des notes de conduite. Un des critiques est offensé pour la monarchie, un autre pour les libéraux, un troisième pour les conciliateurs. Les sympathies de ces critiques n'ayant rencontré en 1917 ni reconnaissance ni indulgence de la part de la réalité elle-même, ils voudraient être consolés du côté du récit historique : contre les coups du sort, on cherche souvent un refuge dans la littérature romantique. Mais l'auteur ne s'est pas le moindrement donné pour but de consoler qui que ce soit. Son livre veut uniquement apporter une explication au verdict du processus lui-même. Les plus offensés, soit dit en passant, malgré qu'ils aient disposé de quinze à seize années, n'ont pas tenté d'expliquer les causes de ce qui leur est advenu. L'émigration blanche n'a pas donné un seul travail historique digne de ce nom. Les causes de ses malheurs, elle les cherche avant tout dans l' « or allemand », l'ignorance des masses, les embûches criminelles des bolchéviks. L'irritation subjective de ceux qui prêchent l' « objectivité » — c'est un fait indéniable, j'espère — doit être d'autant plus vive que plus convaincant est l'exposé historique qui fait apparaître l'inéluctabilité de leur effondrement et leur enlève tout espoir en l'avenir.

Les plus prudents des critiques politiquement mortifiés masquent assez souvent l'origine de leur mécontentement en se plaignant que l'auteur de *L'Histoire* se soit permis de polémiser et d'ironiser : ce serait au-dessus de la dignité de la science. Mais la révolution elle-même est une polémique menée par l'action des masses. L'ironie non plus ne fait pas défaut dans le processus historique; en temps de révolution, elle se mesure par millions de chevaux-vapeur. Les discours, les résolutions, les lettres des participants, de même que leurs souvenirs postérieurs, ont nécessairement un caractère polémique. Rien n'est plus facile que de « concilier » tout ce chaos de la lutte acharnée des intérêts et des idées selon la méthode du juste milieu; mais rien n'est plus inutile. L'auteur s'est efforcé, par une sélection et une épuration critique (ou, si l'on veut, polémique) de toutes les déclarations, mots d'ordre, promesses et revendications, de déterminer leur véritable poids spécifique dans le déroulement de la lutte sociale. Il a réduit l'individuel au social, le particulier au général, il a confronté le subjectif avec l'objectif. C'est cela précisément qui, pour nous, fait de l'histoire une science.

Un peu à l'écart des autres, il y a un groupe de critiques qui sont personnellement offensés pour Staline et pour qui, en dehors de cette question, l'histoire n'existe ni peu ni prou. Ces gens se considèrent les « amis » de la révolution russe. En fait, ils ne sont que les avocats de la bureaucratie soviétique. Ce n'est pas une seule et même chose : la bureaucratie s'est renforcée dans la mesure où l'activité des masses s'est affaiblie. La puissance de la bureaucratie est l'expression de la réaction contre la révolution. Cette réaction, il est vrai, se développe, sur les bases établies par la Révolution d'Octobre; mais c'est tout de même une réaction. Les avocats de la bureaucratie soviétique sont toujours et partout les avocats de la réaction contre Octobre. Qu'ils remplissent cette fonction consciemment ou non, cela ne change rien à la chose.

De même que les boutiquiers enrichis se créent une généalogie nouvelle, plus convenable, la couche bureaucratique issue de la révolution s'est créé sa propre historiographie. Celle-ci a des centaines de rotatives à son service. Mais sa quantité ne compense pas sa qualité scientifique. Même si cela avait pu faire plaisir aux amis les plus désintéressés du pouvoir soviétique, je ne pouvais laisser intactes des légendes historiques, peut-être très flatteuses pour l'amour-propre de la bureaucratie, mais qui ont le malheur d'être contredites par les faits et les documents.

Je me borne à un seul exemple, qui, me semble-t-il, éclaire bien la question. Un certain nombre de pages de mon livre sont consacrées à réfuter la légende, forgée après 1924,

que j'aurais tâché de différer l'insurrection armée jusqu'après le Congrès des Soviets; Lénine, par contre, s'appuyant sur la majorité du Comité Central, aurait pu obtenir que l'insurrection fut menée à la veille du Congrès. En produisant de nombreux témoignages, indirects pour la plupart, je me suis efforcé de démontrer — et, me semble-t-il, j'ai démontré de façon irréfutable — que Lénine, tenu par sa situation illégale, à l'écart du théâtre de la lutte, tentait avec une trop grande impatience à précipiter l'insurrection, la séparant complètement du Congrès des Soviets; moi, par contre, m'appuyant sur la majorité du Comité Central, je m'efforçais de rapprocher le plus possible l'insurrection du Congrès des Soviets et de la couvrir de l'autorité de ce dernier. Malgré toute son importance, le désaccord a eu un caractère purement pratique et temporaire. Lénine reconnut sans peine plus tard que la raison n'avait pas été de son côté.

Quand je travaillais à mon *Histoire*, je n'avais pas en mains les extraits des discours prononcés à une assemblée solennelle à Moscou, le 23 avril 1920, à l'occasion du cinquantenaire de Lénine. Dans un des articles de cette brochure, il est imprimé littéralement ce qui suit : « Il fut décidé chez nous, au Comité Central, d'aller de l'avant dans la voie du renforcement des Soviets, de convoquer le Congrès des Soviets, de déclancher l'insurrection et de proclamer le Congrès des Soviets organe du pouvoir d'Etat. Iliitch, qui, à ce moment-là, se cachait, ne fut pas d'accord, et écrivit (à la mi-septembre, L. T.) que... la Conférence démocratique, il fallait la disperser et l'arrêter. Nous comprenions que l'affaire n'était pas si simple... Toutes les embûches, tous les ravins qui se trouvaient sur notre route, nous les voyions mieux. Malgré les exigences d'Iliitch, nous nous sommes avancés dans la voie de notre renforcement et nous sommes arrivés, le 25 octobre, devant le tableau de l'insurrection. Iliitch, souriant et nous regardant malicieusement, dit : « Oui, vous aviez raison. » (*Cinquantenaire de Vladimir Oulianov-Lénine*, en russe, édit. d'Etat, Moscou, 1920, pp. 27 et 28).

Cette citation est extraite du discours prononcé par quelqu'un qui n'est autre que Staline, cinq ans environ avant qu'ait été mise par lui en circulation l'insinuation empoisonnée que j'aurais tenté de « diminuer » le rôle de Lénine dans l'insurrection du 25 octobre. Si j'avais en mains, il y a un an, le document qui vient d'être cité et qui confirme absolument mon exposé (dans un style plus grossier, il est vrai), il m'aurait affranchi de la nécessité de recourir à des témoignages indirects et moins autorisés. Mais, d'un autre côté, je peux me réjouir que la petite brochure, oubliée de tout le monde, mal imprimée sur du mauvais papier (1920 était une année difficile !) me soit tombée sous la main si tardivement : elle a donné une preuve supplémentaire et manifeste de l' « objectivité », autrement dit de la *justesse* de mon exposé, même dans le domaine des questions controversées de caractère personnel (1).

Personne, je me permets de le déclarer de la façon la plus catégorique, personne n'a encore réussi à découvrir dans mon exposé une infraction à l'exactitude, ce premier précepte du récit historique, comme de tout autre. Des erreurs isolées sont possibles; des altérations tendancieuses, non. Si, dans les archives de Moscou, on avait pu trouver un seul document affaiblissant ou réfutant directement ou indirectement mon exposé, il y a déjà longtemps qu'il aurait été traduit et publié dans toutes les langues du monde. Il n'est pas difficile de déduire le théorème inverse : tous les documents quelque peu dangereux pour les légendes officielles sont soigneusement gardés sous le boisseau. Rien d'étonnant à ce que les avocats de la bureaucratie staliniste, qui se font passer pour les amis de la Révolution d'Octobre, doivent suppléer un manque d'arguments par un excès de zèle. Mais ce genre de critique est bien ce qui trouble le moins ma conscience scientifique : les légendes s'envolent, les faits restent.

L. TROTSKY.

Prinkipo, le 1er avril 1933.

Paru en russe dans le N° 35 du *Bulletin de l'Opposition*.

---

(1) Le dernier volume de l'édition française de l'*Histoire* n'était pas encore paru, quand la brochure tomba dans les mains de L. Trotsky. Aussi ajouta-t-il à cette édition une longue note, que ne contient pas l'édition russe, à ce sujet. Cf. *Histoire de la Révolution*, tome IV, pp. 490 et 491. (Note du Trad.).

Sur la question juive

Interview donnée par L. Trotsky au journal "Der Weg" (Mexico) et à l'Agence télégraphique juive

Avant d'essayer de répondre à vos questions, je dois vous prévenir que je n'ai malheureusement pas eu l'occasion d'apprendre la langue juive qui, d'ailleurs, ne s'est développée que lorsque j'étais déjà un adulte. Je n'ai pas eu et je n'ai pas la possibilité de suivre la presse juive, ce qui m'empêche de me faire une opinion exacte sur les différents côtés d'un problème si important et si tragique. Je ne puis donc prétendre à une autorité particulière pour répondre à vos questions. Je vais malgré tout essayer de dire ce que j'en pense.

Pendant ma jeunesse j'inclinais plutôt vers le pronostic que les juifs des différents pays seraient assimilés et que la question juive disparaîtrait ainsi d'une manière quasi-automatique. Le développement historique du dernier quart de siècle n'a pas confirmé cette perspective. Le capitalisme décadent a partout tourné à un nationalisme exacerbé, dont une partie est l'antisémitisme. La question juive a surgi dans le pays capitaliste le plus développé de l'Europe, en Allemagne. D'autre part, les juifs des différents pays ont créé leur presse et développé la langue yddisch comme un instrument adapté à la culture moderne. On doit ainsi compter avec le fait que la nation juive se maintiendra pour toute une époque à venir. Or, la nation ne peut exister normalement sans un territorie commun. Le sionisme part de cette idée-là. Mais les faits de chaque jour nous démontrent que le sionisme est incapable de résoudre la question juive. Le conflit entre les juifs et les arabes en Palestine prend un caractère de plus en plus tragique et de plus en plus menaçant. Je ne crois aucunement que la questoin juive puisse être résolue dans les cadres du capitalisme pourrissant et sous le contrôle de l'impérialisme britannique.

Et comment, me demandez-vous, le socialisme pourrait-il venir à bout de cette question ? Là-dessus, je ne puis qu'émettre des hypothèses. Le socialisme devenu maître de notre planète ou au moins de ses parties les plus importantes aura des ressources inimaginables dans tous les domaines. Il y a eu dans l'histoire humaine l'époque des grandes migrations sur la base barbare. Le socialisme ouvrira la possibilité de grandes migrations sur la base de la technique et de la culture les plus développées. Il va de soi, qu'il ne s'agit pas de déplacements forcés, c'est-à-dire de la création de nouveaux ghettos pour certaines nationalités, mais de déplacements librement consentis, ou plutôt exigés par certaines nationalités ou parties de nationalités. Les juifs disséminés qui voudront se rassembler dans la même communauté trouveront une place suffisamment vaste et riche sous le soleil. La même possibilité s'ouvrira pour les Arabes, comme pour toutes les autres nations éparpillées. *La topographie nationale deviendra une partie de l'économie planifiée.* Voilà la grande perspective historique que j'entrevois. Œuvrer pour le socialisme international signifie aussi œuvrer pour la solution de la question juive.

Vous me demandez si la question juive existe encore en U.R.S.S. Oui, elle existe, comme d'ailleurs les questions ukrainienne, géorgienne et même russe. La bureaucratie omnipotente étouffe le développement de la culture nationale comme de la culture tout court. Pis encore, le pays de la grande révolution prolétarienne passe maintenant par une période de réaction profonde. Si la montée révolutionnaire réveillait les meilleurs sentiments de solidarité humaine, la réaction thermidorienne a fait surgir tout ce qu'il y a de bas, de sombre, d'arriéré dans cette agglomération de 170 millions d'hommes. Pour renforcer sa domination, la bureaucratie n'hésite même pas à recourir d'une manière à peine camouflée aux tendances chauvines, surtout antisémites. Le dernier procès de Moscou, par exemple, fut monté avec le dessein à peine caché de présenter les internationalistes comme des juifs sans foi ni loi, qui sont capables de se vendre à la Gestapo allemande.

Depuis 1925 et surtout depuis 1926, une démagogie antisémite, bien camouflée, inattaquable, va de pair avec des procès symboliques contre des pogromistes avérés.

Vous me demandez si l'ancienne petite bourgeoisie juive en U.R.S.S. est socialement assimilée par le nouveau milieu soviétique. Je suis bien embarrassé pour vous donner une réponse nette. La statistique sociale et nationale en U.R.S.S. est extrêmement tendancieuse. Elle sert non pas à faire apparaître la vérité, mais surtout à glorifier les dirigeants, les chefs, les créateurs du bonheur. Une partie importante de la petite bourgeoisie juive est absorbée par les appareils formidables de l'Etat, de l'industrie, du commerce, des coopératives, etc., surtout dans les couches inférieures et moyennes. Ce fait engendre un état d'esprit antisémite et les dirigeants s'emploient avec un art savant à canaliser et à diriger spécialement contre les juifs le mécontentement qui existe contre la bureaucratie.

Sur le Birobidjan, je ne peux pas non plus vous donner d'appréciations personnelles. Je ne connais pas cette région et encore moins les conditions dans lesquelles les juifs s'y installent. En tout cas, il ne s'agit que d'une expérience bien partielle. L'U.R.S.S. seule serait encore trop pauvre pour résoudre sa propre question juive, même sous un régime beaucoup plus socialiste que le régime actuel. La question juive, je le répète, est indissolublement liée à l'émancipation totale de l'humanité. Tout ce qu'on fait d'autre dans ce domaine ne peut être qu'un palliatif et parfois même à double tranchant, comme le montre l'exemple de la Palestine.

L. TROTSKY.

Le 18 janvier 1937.

Documents du Parti Ouvrier Internationaliste

1. Résolution pour le nouveau parti

RESOLUTION ADOPTEE PAR LA CONFERENCE NATIONALE DU GROUPE BOLCHEVIK-LENINISTE ET DES JEUNESSES SOCIALISTES REVOLUTIONAIRES, LE 30 MAI 1936

Cette résolution fut présentée par le Groupe Bolchevik-Léniniste, et servit de base à l'organisation du Parti Ouvrier Internationaliste. La Charte publiée plus loin fut aussi adoptée à cette Conférence, après une large discussion.

Les Statuts qui suivent furent adopté au premier Congrès du Parti Ouvrier Internationaliste, qui se tint le 10 et 11 octobre à Paris.

⁂

Le sort du prolétariat mondial a été lié, aux différentes époques de son dévelopement, à celui d'une avant-garde consciente, capable de l'orienter vers la révolution socialiste, vers la suppression du régime capitaliste du profit et de la concurrence, à travers une lutte de classes de plus en plus acharnée et étendue.

Par dessus les échecs, revers, faillites et progressions successives liées aux flux et reflux de cette lutte mondiale, la classe prolétarienne s'est donné pour tâche à chaque étape *l'organisation* de cette avant-garde consciente, en un mot du *parti*.

Depuis Marx et Engels, le parti, lançant à la face de la société bourgeoise son programme révolutionnaire, a pris le nom de communiste, et s'est appuyé sur la science économique et sociale. La question du programme est ainsi devenue une question décisive pour la constitution du parti.

Dans son programme général, le parti du prolétariat concentre le but historique de toute une classe, dont le rôle consiste à substituer sa direction sur la société, à celle des groupes restreints de pillards capitalistes qui ruinent les masses populaires. Ce but, et les étapes qui y conduisent à travers les programmes d'action successifs, n'ont rien de mystérieux, bien qu'elles restent soumises à une multiplicité de facteurs contingents.

Si l'avant-garde laisse se dénaturer, s'obscurcir la conscience du but révolutionnaire (soit qu'il ne reflète plus que des intérêts partiels ou momentanés, ou localisés, de la classe ouvrière, ou des paysans et bourgeois moyens, soit qu'il idéalise et repousse au millénaire la réalisation pratique de ce programme), alors le parti prolétarien s'affaiblit, se liaison avec la classe se détend, se trouble. Une crise inévitable surviendra, qui obligera la conscience critique de l'avant-garde à lutter pour la restauration du programme révolutionnaire; presque toujours au prix de convulsions douloureuses.

⁂

Dans leur immortel *Manifeste Communiste*, Marx et Engels déclaraient :

> Les communistes ne se différencient des autres partis prolétariens que sur deux points : d'une part, dans les diverses luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir des intérêts communs à tout le prolétariat et indépendants de la nationalité; et d'autre part, dans les diverses phases que traverse la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils représentent constamment l'intérêt du mouvement total.
>
> Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, celle qui pousse toujours en avant; théoriquement, ils ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement prolétarien.

C'est sur ce plan que s'organisa, après la période des révolutions démocratiques de 1848, l'action de la Première Internationale, qui s'éteignit au lendemain de l'écrasement de la Commune de 1871. La croissance ininterrompue du capitalisme jusqu'aux premières années du 20e siècle engendra plus tard la Deuxième Internationale, qui organisa les masses ouvrières.

Mais la première guerre mondiale sonne l'heure de la catastrophe. La Deuxième Internationale morcelée se range du côté du chauvinisme. Alors se constitue dans les orages de la guerre de 1914-1918 le premier noyau de l'Internationale rénovée, la Troisième, qui remporte sa première victoire, en Russie, sous le drapeau du marxisme et du communisme international.

⁂

En 1920, dans sa résolution sur le rôle du parti communiste dans les révolutions prolétariennes, le

Congrès de l'I. C. répétait la nécessité urgente, à cette époque « d'action directe contre la bourgeoisie », d'organiser le parti, l'instrument irremplaçable de la victoire sur le capital. La résolution déclarait :

> Le P. C. est une fraction de la classe ouvrière, et bien entendu il en est la fraction la plus avancée, la plus consciente, et partant, la plus révolutionnaire. Il se créée par la sélection spontanée des travailleurs les plus conscients, les plus dévoués, les plus clairvoyants. Le P. C. n'a pas d'intérêts différents de ceux de la classe ouvrière. Le P. C. ne diffère de la grande masse des travailleurs qu'en ce qu'il envisage la mission historique de l'ensemble de la classe ouvrière. Le P. C. constitue la force organisatrice et politique à l'aide de laquelle la fraction la plus avancée de la classe ouvrière dirige dans le bon chemin les masses du prolétariat et du semi-prolétariat.

Mais, après cinq années de luttes glorieuses dans le monde entier, et d'abord pour la défense de la révolution prolétarienne en Russie, des symptômes d'une crise profonde, mortelle, se font jour dans la Troisième Internationale. Les masses prolétariennes, assez puissantes pour imposer au capital international le respect de l'Union Soviétique, n'ont pu s'emparer du pouvoir ou le conserver dans aucun autre pays. La contradiction croissante issue de cette situation engendre l'altération de la politique de l'I. C. elle même, et la corruption de la Russie dans un sens national conservateur.

A partir de 1930, un nouveau cycle de crise économique sans précédent va secouer l'impérialisme jusqu'au tréfonds; mais l'I. C. est devenue comme la Deuxième Internationale, un instrument de trahison dans les masses.

L'effacement du parti communiste allemand sans combat devant Hitler (1933), la justification théorique de cette capitulation donnée par l'I. C., ont signifié la rupture de l'Internationale Communiste avec les intérêts révolutionnaires du prolétariat international.

Cette catastrophe centrale entraîne du même coup l'écroulement des sections nationales comme partis révolutionnaires, leur transformation en appendices du Commissariat des Affaires Etrangères de la bureaucratie stalinienne.

A partir de ce moment, les groupes restreints du prolétariat qui luttaient désespérément, dans l'I. C., autour de l'Opposition de gauche, durent se frayer une nouvelle voie, hors des cadres de l'I. C. Née en 1923-1924, au cours de la lutte contre l'opportunisme en URSS, l'opposition passa sur l'arène internationale à la faveur de la révolution chinoise. Elle devint ainsi le noyau fondamental des nouveaux partis prolétariens, de la Quatrième Internationale.

⁂

C'est donc depuis la fin de 1933 que les tâches de la construction d'un nouveau parti, secteur en France de la Quatrième Internationale en formation, sont à l'ordre du jour. La *Ligue Communiste* en proclama la nécessité à sa deuxième Conférence Nationale, en traçant les directives de son action future. Malgré une lutte acharnée de la bureaucratie du parti communiste, l'idée s'implanta. La France aborda une nouvelle période de crise alors qu'existait déjà dans la conscience de l'avant-garde la volonté de lutter pour forger une nouvelle fois l'instrument suprême de la lutte : le parti.

Après 6 mois de travail d'éclaircissement, la situation politique fut profondément modifiée par l'attitude nouvelle de l'I. C., consécutive à la politique d'Hitler, hautement affirmée, de donner au capitalisme allemand une nouvelle expansion territoriale aux dépens de l'Union Soviétique.

L'I. C. se mit à prêcher l'alliance à tout prix avec les partis social-démocrates et libéraux bourgeois, en même temps que l'URSS, entrée à la SDN, se soudait au bloc des Etats impérialistes partisans du statu quo européen sur la base du Traité de Versailles, avant tout la France et l'Angleterre.

Partout l'I. C. prit la défense de la démocratie bourgeoise menacée par la réaction fasciste. En France, la puissante réaction ouvrière qui suivit l'assaut réactionnaire du 6 février, fut canalisée par le P. S. et le P. C. dans la voie des illusions démocratiques.

Dans cette période, la Ligue Communiste, les partisans de la Quatrième Internationale, estimèrent nécessaire de suivre étroitement les masses dans leur marche en avant, en entrant, comme fraction distincte, dans les rangs du P. S., pour y mettre à nu les objectifs véritables des réformistes.

Après sa 3e Conférence Nationale (septembre 1934), la Ligue Communiste entre dans le P. S. Le travail des bolcheviks-léninistes, leur position clairement affirmée, leur influence croissante sur les couches ouvrières du parti socialiste et sur la jeunesse, mena rapidement — au lendemain du ralliement public de Staline, Blum et Cie à la nouvelle politique militaire de l'impérialisme français, à un conflit décisif entre le groupe bolchevik-léniniste et la SFIO.

Après le Congrès de Mulhouse, la lutte se conclut vite par les exclusions, c'est-à-dire par la démonstration irréfutable de la nécessité d'aborder la nouvelle période d'organisation du nouveau parti sur le terrain de l'indépendance absolue vis-à-vis des anciens partis socialistes et communistes, malgré leur emprise toujours considérable sur les masses ouvrières.

La IVe Conférence Nationale des bolcheviks-léninistes, tenue à la veille des exclusions massives, affirma que la lutte pour le nouveau parti, appuyé sur une plate-forme marxiste, devenait la question centrale, et que le travail des fractions dans les organisations ouvrières de masse devait être étroitement subordonné au but de la construction d'une organisation appelant les ouvriers à l'action sous son propre drapeau.

C'est pourquoi le Comité Central élargi du GBL adopta en janvier de cette année une résolution résumant sa position sur les questions du nouveau parti, résolution qu'il soumet à la conférence comme base d'appréciation.

Cette résolution discutait, en particulier contre le groupe « La Commune », la question de la nature du parti, du centrisme et des rapports avec les masses, en restant sur le terrain du marxisme, d'accord avec la Ligue Communiste Internationaliste. La résolution décidait de publier une lettre ouverte pour la convocation d'une conférence en vue du nouveau parti. Cette lettre ouverte fut publiée dans la *Vérité* du 29 janvier et servit de base à la préparation de la conférence nationale.

⁂

Dans la nouvelle période de construction du parti que nous abordons, il est nécessaire d'éviter deux dangers. L'expérience prouve que dans de pareilles périodes, ce n'est pas seulement au dehors, mais aussi dans l'organisation, que ces dangers se font jour. L'un consiste à considérer la « proclamation » du parti comme un acte se suffisant à lui-même. L'autre consiste à vouloir éviter la « proclamation » du parti sous prétexte que l'organisation ne peut se transformer en parti que sous la pression des masses elles-mêmes directement prêtes à s'y encadrer, et lorsque tous les problèmes théoriques posés par la nouvelle étape du développement sont préalablement résolus.

Le premier danger est le moins sérieux. Les bolcheviks-léninistes, l'avant-garde ouvrière, ont sous les yeux l'expérience de la proclamation subite d'un parti (groupe La Commune) par des éléments qui s'étaient précisément réunis pour résister à l'étape nécessaire de lutte ouverte pour le nouveau parti, sous le drapeau de la Quatrième Internationale.

Le travail pour la convocation de notre propre conférence suffit à prouver que cette « proclamation » d'un parti étranger à tout mouvement international, ne fait que semer la confusion. En 1919, des cas se présentèrent aussi de création d'un « parti communiste » et même une « fédération des soviets », qui restèrent en fait étrangers au courant profond qui créa, par la scision du P. S., le Parti communiste français.

L'autre danger est plus réel. Mais l'action pratique, et l'explication des erreurs qui sont à sa source, doivent permettre de l'écarter. Considérer inopportune l'adaptation plus précide de notre organisation à ses tâches de parti (y compris par le changement de son nom), cest au fond se placer sur la même position que ceux qui nous reprochaient de poser le problème du nouveau parti à l'heure ou nos idées gagnaient en influence dans les couches ouvrières du P. S. ou du P. C. Certains camarades (groupe « Que Faire? » par exemple) restent sur cette position. Ils reconnaissent maintenant comme certaine et patente la faillite de la Deuxième et de la Troisième Internationales, mais ils refusent de rompre organisationnellement avec elles, sous prétexte que les plus grandes masses y restent encore attachées.

D'autres camarades, qui ont rompu avec la Deuxième et la Troisième Internationales, estiment cependant que la tâche présente ne peut être qu'une tâche de « rassemblement », et que ce serait dérouter les ouvriers que de donner à leur organisation d'avant-garde le nom de parti. Et pourquoi cela? Parce que la masse ouvrière ne comprend pas encore la nécessité de se grouper en parti, et en pratique, reste groupée derrière la Deuxième et la Troisième Internationales.

Ce raisonnement est faux d'un bout à l'autre.

1°) La question est avant tout *internationale*. Les progrès du nouveau parti n'ont de sens qu'internationalement. Dans la situation présente, le GBL, section en France de la IVe Internationale, peut et doit lutter en rupture décisive avec les groupes opportunistes. La substitution du nom de « parti » au nom de « groupe » reste secondaire : ce qui décide, *c'est le contenu de la lutte*. Or, le GBL lutte sur une plate-forme de parti indépendant, comme secteur d'une organisation internationale existante.

2°) Substituer un « Comité de coordination » entre GBL, JSR et d'autres groupements pour « préparer » le nouveau parti, « en attendant » (?) un événement décisif ou un flux puissant des masses vers la révolution, ce serait faire reculer l'organisation, l'émietter, jeter le désarroi, la ramener irrémédiablement au stade des cercles de pure propagande, au lieu d'entraîner l'organisation en avant, de resserrer sa coordination, de centraliser sa presse, son agitation, etc... Ce serait ouvrir une brèche en faveur de toutes les variétés opportunistes et sectaires de petits groupes sans espoir.

Comme la marche se prouve en marchant, la vitalité du parti se prouve par son organisation et son action même.

3°) Le processus par lequel les masses passent d'une étape à une autre, supérieure, de leur développement, n'a rien de mécanique, ni de régulier. Il dépend étroitement des événements. Par exemple, le puissant essor du printemps 1914 sombra facilement dans la tourmente chauvine. Par contre, l'illusionnisme « démocratique » béat de février 1917 en Russie put se transformer en volonté de combat pour la révolution prolétarienne. Mais, dans un cas comme dans l'autre, la tâche du parti, c'est d'expliquer patiemment la vérité aux masses, de s'efforcer de la guider.

Le Front Populaire créée dans les masses une euphorie dangereuse. Pendant ce temps, Sarraut-La Rocque-Thorez préparent le surarmement, la catastrophe économique, la répression aux colonies et dans le pays. Notre tâche est celle de prendre la tête de tous les mouvements de révolte qui se font jour. Les militants du parti (même si le parti est momentanément réduit à une poignée, à des cadres) doivent être un élément dirigeant dans la masse: parmi les ouvriers à l'usine, dans la rue, chez les coloniaux, dans l'armée. Ce sont là des tâches de parti.

⁂

En conséquence, le C. C. du GBL considère que la situation internationale caractérisée en particulier par le passage massif de la Troisième Internationale sur les positions de la bourgeoisie, oblige à préciser les formes de notre organisation. L'objectif d'organisation, c'est donc la centralisation, la coordination, en un mot le passage à un stade supérieur dans la construction du Parti, en relation avec les tâches et responsabilités de notre avant-garde.

Cela nous impose de réviser le statut et les méthodes de notre organisation, de lui donner la structure d'un parti, de règler le fonctionnement de sa presse, de préciser ses relations avec le mouvement de jeunesses. En conséquence, le CC demandera aux groupes de décider le 30 mai l'organisation du *Parti Ouvrier* (bolchevik-léniniste).

3°) La « proclamation » du parti ne signifie en soi rien du tout. Il s'agit de son organisation en liaison avec la lutte de classes des masses. Or, le courant des masses incline actuellement vers une tentative de solution démocratique bourgeoise (trompeuse) des problèmes propres du prolétariat. Le parti lutte donc à contre courant. Par conséquent, sa concentration actuelle ne peut signifier qu'une première étape, très modeste.

C'est pourquoi la première tâche doit-être la lutte pour la fusion avec les groupes et courants évoluant

sur des positions (plus ou moins précises) de lutte de classe, même à l'intérieur des partis opportunistes. Son mot d'ordre est: unification sur une plate-forme marxiste révolutionnaire, en opposition à la confusion sous le drapeau du social-patriotisme. Une première étape de ce regroupement peut être effectuée avec les courants visés dans notre lettre ouverte. Unité d'action, fusion marxiste — et critique de principes — voilà notre formule.

4°) Il est indispensable de donner en même temps une solution stable au problème des rapports du parti avec le mouvement de jeunesse (J. S. R.). La jeunesse a ses tâches particulières, avant tout la lutte antimilitariste et la défense économique des jeunes. Mais, dans la situation présente, son horizon politique est élargi à des buts plus importants : elle collabore à l'organisation du nouveau parti.

La J. S. R. que le GBL a contribué à orienter dans la voie du marxisme, a adhéré au Bureau pour la IV^e^ Internationale. Par conséquent, elle est liée aux B. L. par la même affiliation internationale. En conséquence, sa prochaine conférence devra décider : 1°) Elle aide et soutient le travail et l'initiative du Parti Ouvrier (Bl) ; 2°) Ses membres peuvent adhérer simultanément aux jeunesses et au Parti, et ne peuvent adhérer qu'au Parti Ouvrier. Sans cette détermination, la jeunesse deviendra un champ clos de luttes de résidus fractionnels, dépourvu de toute base politique propre (comme les Millo et Cie) et s'interdira tout nouveau développement.

La Jeunesse doit rédiger elle-même son propre journal, soit sous forme d'organe indépendant, soit comme page supplémentaire du journal du parti.

5°) La question du programme du parti et de l'éducation théorique-pratique joue un grand rôle. Le Comité Central confirme les dispositions prises par le Comité central élargi pour la rédaction d'un programme d'ensemble. Il développera les cours déjà commencés avec succès. Il publiera sans délai la revue théorique.

6°) Confirmant les décisions du précédent Comité Central élargi, le Comité Central estime que les tâches d'organisation pratique dominent la situation. La conférence devra prendre des dispositions pour l'action des militants dans les trois directions essentielles suivantes:

a) construction des groupes du parti et des fractions du parti dans les organisations de masses. La coordination de leur activité. La nécessité pour les groupes de savoir développer eux mêmes une activité;

b) organisation de l'activité clandestine du parti, en liaison avec son action légale générale.

c) le problème de la presse et des moyens de diffusion de nos idées.

---

2. Charte politique du P. O. I.

Charte politique et statuts du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste). — Section franjaise de la IV^e^ Internationale. — Adoptée au Premier Congrès 10-11 octobre 1936

1. Le Parti a pour but l'abolition du régime de l'exploitation capitaliste et du salariat, l'appropriation collective des moyens de production, la transformation de la société capitaliste en société socialiste. Seule la lutte de masse révolutionnaire, pour la prise du pouvoir par l'insurrection armée permet le renversement de la bourgeoisie et instauration de la dictature du prolétariat, garantie de l'instauration du socialisme et de la disparition des classes et de l'Etat.

2. La lutte pour le pouvoir ne peut être menée par le Parti que par une lutte acharnée contre les idées et méthodes du réformisme, une rupture organique complète et définitive avec les partisans de la collaboration de classes, ainsi qu'avec les Partis bourgeois. La lutte contre le réformisme n'exclut pas, mais comporte la lutte de classe, pour les réformes.

La lutte et la délimitation doivent être tout aussi implacables contre les courants centristes, les phrases gauches, la lutte révolutionnaire en paroles et la collaboration de classes en fait ou le louvoiement entre les classes.

3. La lutte pour le pouvoir, de même que la prise du pouvoir et sa conservation par le prolétariat, ne peuvent être réalisés que par l'intermédiaire de Conseils ou Comités élus par les masses directement, et restant en contact immédiat avec elles (soviets). Les comités d'ouvriers, paysans et soldats, représentent historiquement la forme d'organisation de la dictature du prolétariat, après avoir été les instruments de la prise du pouvoir. Ils représentent une forme suprême du front unique révolutionnaire de la classe ouvrière.

La lutte contre la démocratie bourgeoise, qui enfante des formes plus brutales de la dictature du capital (bonapartisme, fascisme), n'exclut pas, mais comporte la lutte pour la défense et l'élargissement des libertés des travailleurs dans la période démocratique.

4. La révolution prolétarienne a un caractère international, correspondant au caractère impérialiste, mondial, de l'étape actuelle de la vie du capitalisme. Toute altération nationaliste de la lutte du prolétariat doit être combattue comme une capitulation devant les formes réactionnaires, barbares, des frontières nationales du capitalisme, entrées en lutte inconciliable avec le caractère international de la production et des échanges, et par conséquent aussi de la lutte prolétarienne. Dénonciation de la théorie antimarxiste du « socialisme dans un seul pays ».

5. Dans le régime capitaliste, qui prépare et déclenche la guerre nécessairement, le prolétariat « n'a pas de patrie ». Il n'y a pas de défense nationale en régime capitaliste, quels que soient les combinaisons et masques démocratiques dont il se couvre. Vis-à-vis de toute guerre impérialiste, le défaitisme révolutionnaire est la seule politique prolétarienne conséquente. Sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal, nulle convention sur la réduction de armements, nulle réorganisation de la S.D.N. ne soustraieront l'humanité aux guerres impérialistes.

6. La lutte contre la guerre implique, en temps de paix comme en temps de guerre, une lutte systématique, persévérante, clandestine et ouverte, dans l'armée, pour l'amener à renforcer la cause prolétarienne et faire éclater les contradictions de classe qui y sont étouffées.

7. Le parti prolétarien soutient, non en paroles, mais en fait, tout mouvement d'émancipation des peuples coloniaux, qui sont l'une des bases de la puissance impérialiste française, et des nationalités

opprimées, jusque et y compris le droit de ces peuples à se séparer de la métropole. Droit du peuple alsacien-lorrain, à l'égal des peuples d'Indochine et d'Afrique du Nord, de disposer de leur sort autrement que sous la «protection » des baïonnettes françaises. Une propagande systématique contre le chauvinisme et la xénophobie en France est nécessaire en France.

8. L'action du parti doit être combinée et doublée par l'activité illégale. Le développement de la lutte de classes jusqu'à la guerre civile exige de ne se fier à aucune condition, à la légalité bourgeoise. Le refus d'organiser l'action illégale équivaut au refus de la lutte révolutionnaire et à la croyance en la pérennité de la démocratie bourgeoise.

9. Le parti proclame la nécessité de la défense révolutionnaire contre l'impérialisme et la contre-révolution intérieure de l'Union Soviétique, qui, par ses bases sociales et la forme dominante de la propriété, reste un Etat prolétarien. Il lutte pour la liberté d'organisation des partis ouvriers en U.R.S.S., la restauration de la direction ouvrière dans l'Etat dominé par la bureaucratie bonapartiste, le soutien des bolcheviks-léninistes en U.R.S.S.

10. Le parti lutte pour la réalisation d'une politique de front unique dans la classe ouvrière, sans renoncer au droit de critique. L'action de persuasion du parti est nécessaire pour faire progresser la classe ouvrière unie vers ses buts révolutionnaires.

11. Les membres du parti agissent d'une façon coordonnée et disciplinée dans toutes les organisations de masse pour les gagner à la cause de la révolution prolétarienne. Ils organisent dans les syndicats, clubs sportifs, associations diverses, coopératives, comités de masse, des fractions rigoureusement soumises à la direction générale du parti. Dans la CGT, les marxistes léninistes agissent pour le droit à la libre expression des tendances et l'action de classe des syndiqués.

12. La base fondamentale de l'activité du parti doit être l'usine, le chantier, l'entreprise. Le parti soutient les luttes économiques des ouvriers et participe directement à la lutte pour elles, en les reliant toujours à ses objectifs politiques les plus larges. Il participe directement au déroulement et au soutien des grèves.

13. Le régime du fonctionnement du parti est celui de la démocratie centralisée. A tous les échelons les directions sont élues. La liberté de discussion est entière, dans les cadres du programme et de la discipline d'action la plus complète. La presse, les élus des fractions, en général toutes les formes de l'activité des membres du parti dans n'importe quel milieu, sont étroitement soumises à la direction du Comité Central. La composition sociale du parti doit être systématiquement orientée vers les éléments prolétariens. Ainsi, le centralisme démocratique prolétarien devient l'instrument d'un politique révolutionnaire.

14. Le parti est affilié au Bureau pour la Quatrième Internationale, dont il est la section française.

Il travaille à l'organisation de la direction internationale des partis et groupes se plaçant sur la plateforme de la Quatrième Internationale, qui repose sur les principes stratégiques élaborés par Marx et Engels, Lénine et Trotsky.

Statuts du P. O. I.

Votés au premier Congrès du P.O.I.
(10-11 octobre 1936)

Article I. — La qualité de membre du P.O.I. (B.L.), Section française de la IV^e^ Internationale, est reconnue à quiconque accepte la charte, le programme et les statuts du Parti; appartient à une de ses organisations de base, applique toute ses décisions de travail et paie ses cotisations.

L'appartenance à la franc-maçonnerie et à tous autres partis politiques est incompatible avec la qualité de membre du P.O.I.

Toute exception à cette règle est soumise aux organisme responsable.

Article II. — *Affiliation internationale.* — Le P.O.I. est adhérent au Secrétariat International pour la IV^e^ Internationale constitué en juillet 1936. Il participe à la lutte internationale, pour le renforcement et la cohésion des rangs de la IV^e^ Internationale qui s'organise sur les bases de la doctrine de Marx et de Lénine.

Article III. — Les nouveaux membres du Parti sont reçus par les organisations de base (cellules), si possible sur présentation d'un parrain, membre du Parti. L'admission est soumise à la ratification de la direction régionale ou du C.C., là où les régions ne sont pas encore constituées.

Pour d'anciens éléments représentatifs d'autres partis ainsi que pour toute adhésion collective, l'adhésion est soumise à la ratification du C.C.

Article IV. — Pendant 2 mois, les nouveaux membres du Parti sont stagiaires. Cette règle ne s'applique pas aux camarades venant directement d'autres partis prolétariens auxquels ils auraient plus d'un an d'appartenance.

Article V. — Tout membre du Parti, qui change de lieu d'habitation et de travail, doit en aviser le secrétariat de sa cellule au départ et à l'arrivée.

La nouvelle cellule à laquelle est affecté ce camarade, doit demander les renseignements nécessaires à son sujet, à la cellule à laquelle il appartenait précédemment.

Article VI. — La qualité de membre du Parti, ne peut être retirée que par l'exclusion.

L'exclusion formulée et prononcée par la cellule de base doit être ratifiée par le C. R. ou le C. C. et doit être publiée dans la presse.

Les membres exclus peuvent faire appel au Congrès du Parti, l'appel n'est pas suspensif.

Après examen de la Commission de Contrôle, le C. C. a le droit d'exclure directement des membres de l'organisation.

Seul un Congrès du Parti peut autoriser la rentrée dans ses rangs d'un membre exclu.

Les camarades non à jour de leurs cotisations ou ne fréquentant plus le Parti peuvent être radiés.

La suspension peut être prononcée par la cellule de base en cas d'enquête soumise au C. C. ou à la Commission de Contrôle.

Article VIII. — *Structure et régime.* — Le P.O.I. est fondé sur le régime du centralisme démocratique dont les caractéristiques fondamentales sont les suivantes :

a) Election des organes supérieurs par les organes inférieurs réunis en Assemblées générales et Congrès.

b) Obligation d'un compte-rendu périodique des directions.

c) Liberté de discussion dans tous les organismes du Parti. Application obligatoire des décisions des organes dirigeants par tous les membres du Parti, discipline sévère dans l'exécution des tâches.

Article VIII. — Dans une situation d'illégalité ou de semi-légalité (impossibilité de tenir des réunions démocratiquement convoquées, arrestation des militants, suppression totale ou partielle de la Presse...) le C. C. a le droit de recourir à des cooptations et à la nomination directe des organes dirigeants.

Article IX. — La structure du Parti répond à la fois au but qu'il se propose et à ses forces. L'organisme de base du Parti est la cellule (locale ou d'entreprise).

Tout membre du Parti, travaillant dans une entreprise, est tenu d'y militer et de s'efforcer d'y constituer une cellule d'entreprise.

Les cellules locales doivent s'efforcer de constituer des cellules d'entreprise. Ces cellules doivent être rattachées directement à la direction du Rayon ou de la Région et placées sous leur contrôle politique.

Les cellules ont droit d'initiative pour tout ce qui concerne l'application extérieure de la politique du Parti.

Article X. — Les cellules sont groupées par Rayon, les Rayons par Région, tenant des assemblées régulières et élisant des Comités permanents. L'organisation des Comités de Rayon et Région, ainsi que le découpage de leur territoire, est ratifié par le C .C.

Article XI. — *Congrès du Parti* .— Le Congrès est l'instance supérieure du Parti. Il se réunit une fois par an convoqué par le C. C.

Un Congrès extraordinaire peut être convoqué par le C. C. sur sa propre initiative ou doit être convoqué lorsque la majorité des cellules du Parti en fait la demande.

Article XII. — Le Congrès représente tout le Parti. Ses délégués sont élus directement dans les cellules et proportionnellement au nombre de votants. Le vote par correspondance est admis.

Article XIII. — Le Congrès examine les rapports d'activité du C. C., révise ou modifie le programme et les statuts, détermine la tactique et les objectifs du Parti, prend des décisions sur toutes questions politiques, tactique et organisationnelles.

Aucun mandat impératif n'est admis.

Le Congrès élit le Comité Central, contrôle la situation financière, élit la Commission de Contrôle.

Article XIV. — *Comité Central.* — Le C.C. représente le Parti dans ses rapports avec les autres partis et organisations ouvrières.

Il organise les divers services et organismes de travail du Parti, dirige leur activité.

Il désigne la rédaction de l'organe central et le contrôle.

Il gère la caisse centrale, répartit les ressources.

Il publie un Bulletin Intérieur mensuel ouvert à la discussion à toute l'organisation.

Le nombre des membres du C. C. est fixé par le Congrès.

Le C. C. se réunit au moins une fois par mois. — Il désigne un Bureau Politique responsable devant lui, qui règle l'activité quotidienne du Parti. Le B. P. peut être réuni sur la demande d'un tiers de ses membres.

Article XV. — *Conférence du Parti.* — Le C. C. peut réunir des Conférences du Parti, groupant les représentants des Régions et autres responsables demandés par le C. C. ,selon la nature et l'objet de travail de ces Conférences.

Article XVI. — *Commission de Contrôle.* — Le Congrès élit une Commission de Contrôle de 7 membres ayant au moins 3 ans d'appartenance à un Parti prolétarien, dont une année au moins dans le mouvement B. L. Cette Commission a droit d'enquête sur les conflits d'organisation et contrôle en outre la situation financière.

Elle peut proposer au C. C. des sanctions.

Toutes ses propositions sont soumises à la ratification du C. C.

Article XVII. — *Finances.* — Les ressources financières du Parti, proviennent des cotisations, des souscriptions et des entreprises du Parti. Elles sont gérées par un trésorier central responsable devant le C. C.

Le taux des cotisations est fixé par le C.C. en accord avec les organismes régionaux.

Des cotisations supplémentaires peuvent être perçues proportionnellement au taux du salaire des membres du Parti.

Article XVIII. — *Organisations de masse.* — Dans toutes organisations de masse, auxquelles des membres du Parti sont adhérents, ils doivent s'organiser en fraction et mener l'action politique en liaison avec les organismes correspondants.

Tout membre du Parti, syndicable, doit être syndiqué.

Article XIX. — *Jeunesses.* — Les membres du Parti, âgés de moins de 21 ans, doivent être adhérents aux J. S. R. — Les membres des J. S. R. âgés de plus de 25 ans doivent être membres du P. O. I.

Les membres des Jeunesses travaillant dans les entreprises agissent responsablement devant la cellule du Parti qui se trouve dans cette entreprise.

Entre les directions du Parti et de la Jeunesse, est établie une représentation mutuelle avec voix délibérative.

La Jeunesse reçoit à tous les Congrès du Parti, une représentation proportionnée à ses forces.

SERVICE DES LIVRES.

(Commandes au compte chèque postal : Naville 1333-80 - Paris)

Thèses et résolutions des quatre premiers Congrès de l'I. C. ..... **20 frs.**
ROSMER. — Le mouvement ouvrier pendant la guerre ..... **36 frs.**
VICTOR-SERGE. — L'an I de la Révolution Russe ..... **25 frs.**
TROTSKY. — La Révolution trahie ..... **18 frs.**

Imp. S.N.I.E., 32, rue Ménilmontant, Paris (20e). Le Gerant : P. Naville.

PUBLICATIONS POPULAIRES

SERVICE DES LIVRES DU P. O. I. - 15, PASSAGE DUBAIL

Ouvrages de L. TROTSKY :

Cours nouveau (1923)	4,— frs.
Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme ? (1925)	3,50 »
Histoire de la Révolution russe (4 volumes)	90,— »
La nouvelle constitution de l'U.R.S.S. (1933)	1,— »
La défense de l'U.R.S.S. et l'opposition (1929)	3,— »
La Révolution trahie (1937)	18,— »
L'Internationale Communiste après Lénine (1928)	20,— »
La Révolution permanente ..	20,— »
La Révolution défigurée (1927)	20,— »
Défense du Terrorisme	7,— »
Ma Vie (3 volumes)	49,50 »
Ma Vie (édit. abrégée)	5,— »
Où va la France ? (1936) ..	7,— »
Vie de Lénine (Tome I)	18,— »
Problèmes de la Révolution allemande (1931)	3,— »
Problèmes de la guerre civile.	1,50 »
Lénine	7,— »
La troisième période d'erreurs de l'Internationale Communiste (1929)	3,— »
La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov ..	3,— »
L. Sedov: Livre Rouge sur le Procès de Moscou	4,— frs.
F. Adler: Un procès en sorcellerie	3,— »
Victor-Serge: De Lénine à Staline	10,— »
Victor-Serge: L'An I de la Révolution russe	25,— »
Victor-Serge: Destin d'une révolution	18,— »
A. Rosmer: Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre	40,— »
Thèses, Manifestes et Résolutions des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste	20,— »
A. Gide: Retour de l'U. R.S.S.	6,— »
Lénine: L'Etat et la Révolution	4,— »
La Lutte des Classes: année 1930	30,— »
— année 1932	30,— »
— année 1928	30,— »
— année 1934	10,— »
Cl. Naville: André Gide et le Communisme	5,— »
Victor-Serge: Seize fusillés..	2,— »

Toutes les commandes au compte-chèque-postal Naville 1333-80 PARIS.

Au prochain numéro :

LE TESTAMENT DE LÉNINE

par **L. TROTSKY**

Articles et documents sur le deuxième Procès de Moscou.

Les étapes de la Révolution espagnole.

Etc., etc...

paraîtra fin Mars.